

CHARLIE HEBDO

11 mars 2015 / N° 1181

Baissons
avant les élections

ON VOTERA
MOINS CON!



L'Or



MADONNA ET LE PEN PRENNENT UN VERRE





TRANSFUGES PETIT PRÉCIS D'HISTOIRE FRONTISTE À L'USAGE DE L'UMP

**La dernière trouvaille de l'UMP pour contenir la porosité de son électorat avec le FN:
dénoncer le « FNPS ». Pure inéptie. Et mensonge. Démonstration.**

La première alliance électoral entre le FN et la droite « de gouvernement » remonte à... 1977. Dans les Alpes-Maritimes (Villefranche-sur-Mer), mais aussi à Toulouse, le parti d'extrême droite réussit à intégrer un candidat sur les listes RPR-UDF. Ses deux chevilles ouvrières étaient alors, outre Le Pen, le négationniste François Duprat et Victor Barthélémy, un ancien lieutenant de Jacques Doriot. Dans d'autres villes, y compris à Paris, dont Jacques Chirac conquiert la mairie pour s'en faire un tremplin vers l'Élysée, le RPR prend une autre force d'appoint: le Parti des forces nouvelles, rival de celui de Jean-Marie Le Pen. Tous deux sont, de toute manière, issus du même mouvement néofasciste, Ordre nouveau.

En septembre 1983 arrive le tournant de la municipale partielle de Dreux. L'époque est à l'anticommunisme: le PCF siège dans le gouvernement de la gauche. Face à une élue socialiste, Françoise Gaspard, la droite investit le patron d'une banque familiale locale, Jean Hieaux. Celui-ci fusionne entre les deux tours avec une liste FN qui a obtenu 17 % des voix. Donne au FN les postes d'adjoints aux affaires culturelles et aux affaires sociales, ainsi que le poste symbolique de la protection civile pour le vrai gagnant du scrutin: Jean-Pierre Stirbois, le numéro deux du FN. Conclusion de cette première séquence politique: la droite a ouvert la porte au FN, alors qu'il était encore une formation marginale, clairement d'extrême droite, et qui n'avait aucune volonté de dédiabolisation.

PASSERELLES

Passons en 1986. Les élections ont lieu pour la première fois à la proportionnelle, et on peut effectivement penser que François Mitterrand voyait, dans ce mode de scrutin, un moyen de diviser ses adversaires en donnant une visibilité nationale à un FN qui était en train de décoller. Mais tout de même, où Jean-Marie Le Pen va-t-il chercher des transfuges, qui acceptent de se faire élire sous l'étiquette d'un Rassemblement national qui ressemble fort à l'actuel Rassemblement Bleu Marine? Au RPR, avec François Bachelot et Bruno Chauviere, qui, à Lille, avait été investi par les néo-gaullistes comme tête de liste contre Pierre Mauroy aux municipales. Au CNI francilien, avec Michel de Rostolan et Édouard Frédéric-Dupont. À l'UDF marseillaise pour Jean Roussel. Après l'affaire du « point de détail », en 1987, et l'année suivante, le calembour sur Michel Duraufour, quelques-uns de ces notables ralliés au FN quitteront le navire frontiste. Mais, en 1984-1985, apogée des ralliements autour d'un Le Pen en pleine ascension, c'est bien à droite que se produit l'hémorragie. Il existe même un ancien ministre de Georges Pompidou pour franchir le Rubicon: Charles de Chambrun, député du Gard en 1986, qui devient dans l'indifférence générale, en 1989, le seul maire frontiste d'une ville de plus de 10 000 habitants: Saint-Gilles, dont le député est désormais Gilbert Collard.

► L'ÉDITO PAR RISS

PAS BESOIN D'ÉLITES POUR LE RACISME

Le Front national vient de suspendre un de ses candidats aux départementales dans la Sarthe pour avoir assimilé l'homosexualité à la zoophilie, lors du conseil municipal du Mans du 26 février. Ce n'est pas la première fois que des élus ou militants du Front disent tout haut ce que ce parti pense tout bas.

Aux élections départementales, le Front national va présenter des candidats dans plus de 93 % des cantons. Pour atteindre ce chiffre, le parti d'extrême droite, qui souffre d'un manque de cadres, a puisé parmi ses militants de base pour présenter des candidats un peu partout. Malheureusement, bien peu d'entre eux possèdent les codes pour faire de la politique en démocratie. Ils disent ce qu'ils pensent au nom du parler-vrai, par opposition à la langue dite « de bois » des élites, qu'ils exècrent. Le résultat de cette parole qui se proclame décomplexée est souvent catastrophique. Telle candidate compare la ministre de la Justice à un singe, telle autre estime que la race blanche est supérieure à la race noire, la liste des énormités racistes prononcées par ces militants du terroir FN est déjà bien remplie et n'a pas fini de s'allonger.

Hier, Jean-Marie Le Pen, en tant que mâle dominant de la meute du FN, se réservait le droit exclusif de prononcer des phrases scandaleuses, comme « un point de détail de l'histoire », ou des jeux de mots infects, tels que « M. Duraufour crématoire ». Aujourd'hui, c'est le militant de base qui use de cette pratique, comme si le Front national avait démocratisé l'ignoble. Désormais, ce n'est plus l'exclusivité du chef, mais le droit de tous les militants, malgré quelques sanctions disciplinaires, dont les effets dissuasifs sont visiblement nuls.

De Jean-Marie Le Pen, jeune député poujadiste en 1956, à Marine-sa-fille, le Front national a toujours haï les élites, les corps intermédiaires, dans la tradition de l'extrême droite française de Barrès et de Maurras, qui ont toujours vomi l'Assemblée nationale, ses députés, et le parlementarisme en général. L'une des missions du parlementaire est de porter la parole du peuple tout en respectant les règles de la démocratie représentative et les valeurs de la République.

Tout le contraire de la conception du débat d'idées de l'extrême droite, démagogique, outrancière et stigmatisante.

La haine, tout un programme

On peut reprocher à cette démocratie représentative de créer ainsi une catégorie de citoyens un peu particulière, les élus, qui, mandatés pour porter la parole du peuple, se l'approprient, au risque de la dénaturer et parfois même de la détourner. Mais l'autre solution, celle de la démocratie directe sans représentants, peut conduire à ce que le Front national encourage, une parole irresponsable, haineuse, tel un torrent de boue comparable à ce qu'on lit sur Internet. Car le FN fonctionne un peu comme Internet, comme ces sites où tous les avis se valent, où les plus orduriers s'expriment sans l'intervention d'un modérateur.

Entre la démocratie représentative, avec ses professionnels de la politique et leurs travers, et le bistrot du commerce du FN, il faut choisir. Mais, entre un inconvénient et une ignominie, a-t-on vraiment le choix? C'est ce genre d'alternative biaisée qui souvent irrite le citoyen en démocratie: n'avoir le choix qu'entre le pire et le moins pire. Et, en l'espèce, mieux vaut des politiques professionnels qui connaissent les codes de la démocratie que des pilotes de comptoir avec un QI de SA.

L'UMP avait déjà ouvert la boîte de Pandore quand Sarkozy avait lancé son grand débat sur l'identité nationale. Le résultat fut un déferlement de propos racistes, xénophobes, anti-immigrés, auquel les cadres de l'UMP, affolés, ne savaient plus comment mettre fin. Les « vraies » gens avec leur parole « vraie » disent souvent de « vraies » saloperies.

Le Front national n'a pas suffisamment de cadres pour contrôler les paroles injurieuses de sa base. Pour un Florian Philippot propre sur lui, énarque formé par les élites, combien de militants racistes, antisémites, dignes de posséder leur carte du Ku Klux Klan?

Le Front national est face à un dilemme. Est-ce que sa haine des élites sera plus forte que sa frénésie de pouvoir? Car, pour atteindre le pouvoir suprême, il devra se doter d'élites qu'il a toujours méprisées. On ne dirige pas un pays avec des charcutiers et des coiffeuses. Le FN devra abandonner son discours anti-élites ou tout au moins le dissimuler. Mais si sa haine des élites est la plus grande, il laissera son destin aux mains des militants de base les plus crétins et n'obtiendra pas grand-chose électoralement, à part quelques mandats locaux de-ci de-là.

Jean-Marie Le Pen, qui n'avait jamais vraiment cherché à atteindre le pouvoir, avait fait ce choix, et préférait en échange garder le loisir de prononcer de temps en temps ces fameuses petites phrases qui étaient autant de repoussoirs. Sa fille semble avoir abandonné cette stratégie. On peut changer de stratégie. Mais changer ses militants et ce qui leur fait office de cerveau va être beaucoup plus difficile. ■



AU BOUT DU TUNNEL... LA FRANCE AU BOUT DU TUNNEL... LA FRANCE

ENQUÊTE

FN : ILS VOIENT DES CROIX GAMMÉES PARTOUT

Selon des courriers révélés par Charlie, Nathalie Pigeot, la patronne des fédérations du Front national, abriterait chez elle quelques objets célébrant le III^e Reich. Probablement une belle blague de potache...

Marine Le Pen assurait — en public, du moins — s'être débarrassée de ces militants encombrants aux affinités nazillones ou aux références ultra qui régulièrement viennent, au grand dam de sa présidente, polluer la vitrine du FN, démontrant que sa dédiabolisation est loin d'être achevée. Sa promesse des municipales de 2014 — « On va devoir mettre nos 15 000 candidats à poil, comme ça nous n'aurons plus de mauvaises surprises ! » — est visiblement restée lettre morte puisque, au siège même du parti d'extrême droite, à Nanterre, des questions se posent.

C'est que Nathalie Pigeot, patronne des fédérations du FN, fait l'objet d'une série de témoignages adressés depuis 2014 aux responsables du parti par des élus et des militants, des Mosellans de préférence — cette ancienne commerciale, proche du directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen, est conseillère régionale de Lorraine, conseillère municipale de Saint-Avold, et se présente aux départementales.

À les lire, l'ex-directrice du Front national de la jeunesse, membre du bureau politique du FN, semble afficher une certaine tendresse

pour le III^e Reich. « Francais d'origine polonaise, je ne peux accepter de travailler sous les ordres de Nathalie Pigeot, qui a laissé les traces de sa nostalgie pour le « Troisième Reich », a ainsi écrit un militant qui fréquentait le domicile de la dame, Stanislaw Czerwinski, à Marine Le Pen début février, avec copie à tous les cadres du FN en Moselle. Cet ancien conseiller municipal de Crêhange, qui a démissionné du parti, nage-t-il en plein fantasme ? En tout cas, regrettant dans son courrier que ces idées puissent « compromettre un jour » le « travail de dédiabolisation » du FN, il n'a pas répondu à la demande d'entretien de Charlie.

Autre élue à l'imagination probablement débordeante, Bernard Brion, ancien secrétaire départemental du FN en Moselle pendant quatre ans et toujours conseiller municipal de Sarrebourg, assure quant à lui avoir vu, chez Nathalie Pigeot en Moselle, où elle passe un peu de temps quand elle n'est pas à Nanterre, des emblèmes SS et une photo de Hitler. « Le plus surprenant, c'était sa vaisselle, frappée du sigle « SS » et surtout une photo d'Adolph [sic] Hitler encadrée », écrit Brion dans un mail adressé à Hervé Hocquet, un autre élé local. Pour Charlie, Brion

confirme ses souvenirs : « Lorsque j'étais secrétaire départemental du Front entre 2004 et 2007, nous avons tenu de nombreuses réunions dans la maison de Nathalie Pigeot à Baudrecourt. Il y avait bien au mur une photo de Hitler. J'ai su aussi qu'elle se promenait parfois avec un blouson comportant une croix gammée dans le dos. » Écarté des cantonales — peut-être parce qu'il voyait des nazis partout... —, Brion vient de démissionner du FN.

BAL IMAGINAIRE

Démissionnaire lui aussi après des histoires de cornecul, Hervé Hocquet, conseiller municipal de Saint-Avold jusqu'en 2014, a écrit une lettre salée à Marine Le Pen à propos de la même. « Je l'accuse, écrit-il notamment dans ce courrier tombé dans la boîte aux lettres de Charlie, d'avoir des idées dangereuses dont elle a laissé des traces. » Il précise : « Son mari a menacé à plusieurs reprises de les divulguer. J'en ai averti plusieurs fois la hiérarchie. » Il se dit « étonné » de n'avoir eu aucune réponse, alors que le parti les pressait de « surveiller ce que les candidats disaient ou écrivaient, notamment sur Facebook ». À Nevers, une candidate

aux municipales 2014 avait affiché des photos comportant des emblèmes nazis. Nathalie Pigeot avait alors assuré que le FN avait « vérifié tous les comptes Facebook des candidats » afin d'éviter « ce type de surprise ». À Charlie, Hocquet confirme les termes de son courrier. Selon lui, personne n'avait bronché lors de la réunion de la commission de conciliation du 29 octobre 2014, au siège du parti, quand le sujet avait été abordé. Mais il refuse d'en dire plus : « Ces informations pourraient porter préjudice à ses petits copains du Front. Encore un qui a trop fumé...

Alors qu'un cadre local confie, lui, avoir vu chez Pigeot « le livre Mein Kampf et un service de tasses à café à l'effigie de Hitler et de Mussolini », mais ne pas se souvenir de la photo de Hitler, l'intéressée dément. « Je conteste formellement vos affirmations et celle de vos informateurs, je n'ai jamais possédé de tels objets chez moi », écrit-elle, promettant d'attaquer si Charlie publiait ces « fausses informations ». Pas de quoi s'énerver : ces élus et cadres ont écrit et ont démissionné, mais seulement parce qu'ils avaient rêvé. Et le bal à Vienne, où Le Pen est allée valser en 2012 aux côtés des néo-nazis, n'a jamais eu lieu!

Laurent Léger

EN BREF

LES FESSÉES FONT POLÉMIQUE



AVOCATS AU PILORI

Le livre de l'ancien juge d'instruction Patrick Ramaël (*Hors procédure, dans la tête d'un juge d'instruction*, Calmann-Lévy) est différent des nombreux bouquins signés par des magistrats, égrenant leurs dossiers comme autant d'histoires, toutes diverses mais finalement si semblables. Évidemment, Ramaël a eu en main l'affaire Ben Barka ou la disparition du journaliste Guy-André Kieffer en Côte d'Ivoire, ce n'est pas rien. Mais un chapitre de son livre ne doit pas être loupé : celui sur les avocats. Non qu'il jette la pierre à toutes les robes noires, conscient qu'« il n'existe pas de société démocratique sans avocat pouvant exercer une défense libre », mais il pose des questions dérangeantes : faut-il ainsi « accepter l'argent du crime », en recevant des honoraires, souvent en cash, d'un proxénète ou d'un trafiquant de drogue ? Que penser de l'avocat désigné non pas par la personne qui en a besoin, car elle se trouve en garde à vue, mais par d'autres, par exemple les chefs d'un gang de banlieue ou d'une organisation criminelle ? L'avocat en question risque de défendre les intérêts du gang plutôt que ceux de l'individu lui-même en protégeant ceux qui sont libres, au détriment de celui qui se retrouve derrière les barreaux... Le magistrat livre quelques exemples pas piqués



des hannetons sur cette poignée d'avocats qui bénéficient « d'une large impunité », en raison notamment « d'un corporatisme très fort », mais d'autres, aussi, qui rendent hommage à la « noblesse » du métier. Un juge lucide et remonté...

LES APPRENTIS DISENT : MERCI, FALCIANI !

Dans une note de synthèse datée du 6 février 2015, dont Charlie a eu connaissance, le fisc fait le point sur le traitement par Bercy de la fameuse liste HSBC apportée sur un plateau

par Hervé Falciani, l'ancien informaticien de cette banque suisse, et que le récent scandale SwissLeaks a remise au goût du jour. À cette date, donc, 749 dossiers de fraude fiscale ont été définitivement régularisés, concernant 960 millions d'euros d'avoirs planqués en Suisse, et permettant de verser 190 millions d'euros de taxes et pénalités dans les caisses de l'État. Par ailleurs, 196 autres affaires étaient toujours en cours et devraient encore rapporter à Bercy 109,3 millions. Soit, en tout, quelque 300 millions d'euros pour une liste couvrant seulement la période entre novembre 2005

et février 2007, l'équivalent, par exemple, du montant de l'aide à l'apprentissage prévue dans le budget 2015. Des centaines de millions, certes, mais une goutte d'eau dans l'océan de la fraude fiscale...

CORRUPTION MORALE

Hourra pour l'Observatoire du nucléaire, qui remporte une belle manche contre Areva. L'association avait révélé en 2012 l'existence d'un versement de 35 millions, baptisé localement « le don d'Areva », arrivé en douce dans le budget national du Niger, visiblement destiné à financer l'achat d'un avion par le président Issoufou. À cette date, les négociations sur le prix de l'uranium allaient bon train entre le Niger et Areva, le groupe tentant de limiter la hausse du minéral, et ce gentil cadeau était plus qu'intrigant. Attaqué en diffamation par Areva, l'Observatoire, après avoir perdu en première instance, a été, fin janvier, blanchi en appel. Reconnaissant le sérieux de l'enquête de l'association, la cour valide même, explique-t-elle, l'accusation de « corruption morale » concernant des versements qui ne constituent pas un délit... mais dont l'objectif est le même que des versements occultes, c'est-à-dire influer sur les décisions du bénéficiaire. Entre-temps, le président a en tout cas obtenu son avion... L. Léger

EPR. La Centrale de demain :



RAMA YADE VEUT UN SERVICE CIVIQUE POUR LES SENIORS. ELLE INVENTE L'EUTHANASIE PAR LE TRAVAIL.



► ÉCOLOGIE

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE LE SOLAIRE MOINS CHER QUE LE GAZ ET LE CHARBON

Incroyable, mais surtout vrai : l'électricité solaire pourrait coûter moins cher que celle tirée du charbon et du gaz. Dans dix ans seulement. Il faudrait donc investir massivement, par milliards d'euros, mais on ne le fera pas. Pourquoi? Parce que.

Ce n'est jamais qu'une étude, mais elle remue en profondeur¹. Selon ce travail, l'énergie solaire pourrait devenir moins coûteuse que le charbon ou le gaz. Quand? Dès 2025, dans seulement dix ans. Malgré l'énormité du propos, il ne s'agit aucunement de fouteage de gueule, car le signataire s'appelle l'Institut Fraunhofer. Ce monument allemand emploie 22 000 personnes, réparties dans 57 instituts, tous spécialisés. Et l'ensemble est l'un des fleurons mondiaux de la recherche appliquée.

C'est donc sérieux. Pas indiscutable, mais assurément sérieux. Voyons le détail. Un, la technologie photovoltaïque offre déjà des prix très bas. En Allemagne, le coût de la production solaire d'électricité est tombé de 40 centimes au kWh en 2005 à 9 centimes en 2014. Or les nouvelles centrales au charbon ou au gaz livrent une électricité dont le prix varie entre 7 et 11 centimes par kWh. Deux, cette même électricité sera bientôt la moins chère, toutes sources confondues, dans de nombreuses régions du monde. Le scénario le moins favorable prévoit dès 2025 une électricité solaire comprise entre 4 et 6 centimes par kWh. Trois, la plupart des analyses sous-estiment la puissance du solaire, notamment parce qu'elles s'appuient sur des données incomplètes ou dépassées.

GAZIERS FRÉQUENTABLES

Et la France? Idem. En moyenne, le solaire pourrait en 2025 coûter 3% moins cher que le nucléaire, qu'on nous a toujours présenté comme la panacée énergétique. Pourrait, car pour l'heure la filière photovoltaïque a perdu près de 15 000 emplois entre 2010 et 2012, chutant de 32 500 à 18 000. On ne saurait réduire les causes du phénomène à une seule, mais la surpuissance économique et politique d'EDF y joue un rôle central. Mastodonte parmi les mastodontes, EDF est le plus grand producteur d'électricité au monde, dont 80% viennent du nucléaire. Est-on bien sûr que ce flamboyant monopole a envie de soutenir le solaire au détriment de sa chasse gardée de l'atome?

Comme un groupe de cette taille ne peut être absent d'un tel marché, EDF a créé en 2004 une filiale de dimension internationale, EDF Energies nouvelles, dédiée exclusivement aux énergies renouvelables. Et cette dernière a fondé en 2006 EDF ENR, vouée au solaire photovoltaïque. Dans le marché français des dix dernières années, sinistré, il n'était pas trop difficile de faire son marché. Coup sur coup, EDF ENR a racheté tout ou partie de Ribo, de Supra, de Photon Power Technologies.

Le lanceur d'alerte qui ne fait que dénoncer un fait qui pourrait constituer un danger pour la planète et/ou ses habitants est parfois rapproché du désobéissant. Il n'est pas censé enfreindre la loi, mais quand il est salarié d'une grande entreprise, il est amené à violer des règlements intérieurs ou des clauses de confidentialité. Au gré des jurisprudences, son licenciement est ou non justifié. Car, toujours, il finit par être licencié.

En parlant de lanceur d'alerte, Stéphane Lhomme, directeur de l'Observatoire du nucléaire, qui comparaissait devant la cour d'appel de Paris le 19 novembre 2014 pour diffamation pour un de ses articles : « Nucléaire/Corruption : Areva offre un avion au Président du Niger », a été relaxé par arrêt du 21 janvier dernier. Les juges ont estimé qu'il poursuivait un but légitime d'information visant à porter à la connaissance du public l'existence d'un don de la part d'une des plus importantes sociétés industrielles françaises disposant de fonds publics, la société Areva, à l'État du Niger.

Créon broie le bras d'Antigone : « Je t'ordonne de te taire maintenant, tu entends? » Antigone lui répond : « Tu m'ordonnes, cuisinier? Tu crois que tu peux m'ordonner quelque chose? »



Et quand Photowatt, notre grand fabricant de cellules photovoltaïques, fait faillite, en 2012, EDF ENR est encore là en embuscade, qui rachète l'éclipsé. Voilà où en est la France de la prétendue « transition énergétique », au moment même où il faudrait investir par milliards d'euros dans le solaire : la clé du royaume est entre les mains du champion du nucléaire, qui n'entend céder sur rien.

À l'échelon européen, le printemps attendra aussi à la porte. L'heure est à l'« Union de l'énergie », concept lancé en fanfare par le commissaire espagnol à l'Énergie, Miguel Arias Cañete, lobbyiste du pétrole bien connu. En deux mots, il s'agit de réduire la dépendance de l'Europe par rapport au gaz russe. Selon le site en ligne EurActiv, fort bien informé, « l'Union de l'énergie tend la main à des régimes autoritaires ». Concrètement, des pays comme la Turquie, l'Algérie, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan et même, à terme, l'Iran et l'Irak deviendraient des fournisseurs de premier rang. Mais bien entendu, il faudra un tour de passe-passe pour qu'ils deviennent fréquentables. Citation : « Lors d'un entretien exclusif, Maros Sefcovic, le vice-président de la Commission chargé de l'Union de l'énergie, a assuré à EurActiv que les nouveaux contrats de livraison de gaz ne profiteraient pas aux dictatures. Selon lui, des négociations progressives permettront au contraire de faire progresser les droits de l'homme. »

Ainsi, les contrats, et la corruption massive qui les accompagne, conduiront à petits pas vers le bonheur commun. Il suffisait d'y penser : tout pour le pétrole, le gaz et le nucléaire. Et rien pour le solaire.

Fabrice Nicolin

1. euractiv.com/files/euractiv_agora_solar_pv_study.pdf

► À LA MANIVELLE
GÉRARD BIARD

L'ESPRIT DU 8 MARS

C'est devenu un « marronnier » comme un autre. La Journée de la femme — pour les essentialistes ou les machos qui idéalisent un éternel féminin unique —, ou Journée internationale des droits des femmes — pour celles et ceux qui préfèrent mettre l'accent sur le chemin qui reste à parcourir —, fait désormais partie de ces sujets médiatiques qui reviennent en boucle à date fixe, un peu comme « Comment draguer à la plage » en été ou « Le mystère du Divin » pendant les fêtes de Noël. Non, la comparaison n'est pas excessive. Le 8 mars, c'est bien sûr l'occasion de quelques piqûres de rappel politiques et sociétales toujours bienvenues sur la situation des femmes en France et dans le monde, mais c'est aussi le moment où, au cours de la semaine qui précède l'événement, il nous faut subir un déferlement de promos commerciales sur les produits de beauté ou les appareils ménagers qui ressemblent à s'y méprendre à un galop d'essai pour la fête des Mères, et qui inscrit cette journée dans un calendrier consumériste qui n'a pas grand-chose à voir avec l'émancipation... Surtout, le 8 mars au soir, la manif dispersée et les portraits de « femmes qui comptent » rangés dans les frigos rédactionnels, on sent qu'il est temps de passer à autre chose, de refermer la parenthèse et de retrouver les très sérieux et dûment cravatés experts chargés de nous ouvrir les yeux sur les subtilités du marché.

Le millésime 2015 n'a pas dérogé à la règle. On aurait pourtant pu espérer, actualité nationale et internationale oblige, qu'il en soit autrement, et que cette journée symbolique permette

d'ouvrir, dans le champ médiatique, un débat qui y est trop souvent étudié : celui du poids des religions sur la tête des femmes. À l'heure où l'obscurantisme et le totalitarisme religieux mènent une offensive sur tous les fronts, guerriers comme sociaux, et alors que les responsables des cultes, quels que soient les logos qu'ils arborent, exigent plus ou moins ouvertement de jouer un rôle dans les affaires politiques, faire le point sur la place que la pensée théocratique appliquée au réel réserve aux femmes ne serait pas du luxe. Cela aurait au moins le mérite de placer face à leurs responsabilités tous ceux — et celles — qui, à gauche, professent que la foi de chacun doit faire jeu égal avec les droits de tous.

L'actualité en témoigne chaque jour, et pas seulement en Afrique, au Proche-Orient ou en Asie — en Irlande catholique, il y a deux ans, une femme pouvait encore mourir parce qu'un hôpital lui refusait un avortement thérapeutique —, les lois religieuses tuent des femmes. Et quand elles ne les tuent pas, elles les réduisent en esclavage ou les maintiennent, par la force ou sous couvert de « traditions » et de « lois naturelles », sous un statut inférieur, les confinant à des tâches exclusivement domestiques et à l'enfantement. En Europe, au XX^e siècle, l'avancée des droits des femmes a coïncidé avec le recul du religieux dans l'espace public et politique. Ce n'est pas un hasard du calendrier. Et cela n'a pas empêché l'Église catholique, même affaiblie, de se mettre en travers de chaque pas : droit de vote, divorce, pilule, IVG... Elle ne renonce toujours pas : à l'ONU, le Vatican fait front commun avec les pires théocraties du Golfe pour faire reculer les droits reproductifs. Plutôt serrer une main qui lapide les femmes que d'en frôler une qui les libère.

Ce ne serait ni « islamophobe » ni « stigmatisant » de rappeler ces évidences, vérifiées par l'histoire et par l'actualité, de dire clairement, sans ambiguïté ni scoubidous sémantiques, qu'il n'y a pas d'égalité possible sans séparation stricte des cultes et de l'État, sans expulsion de la foi du discours politique. Toutes les associations féministes laïques le disent. Il devient urgent de leur donner l'écho politique et médiatique qu'elles méritent. Ce serait une façon utile — et salutaire — de préparer un 8 mars 2016 médiatiquement moins convenu que d'habitude. ■



Avijit Roy, 42 ans, blogueur américain originaire du Bangladesh, aurait mieux fait d'annuler ses vacances au bled cette année. Résidant aux États-Unis, il a fait le voyage en février pour rendre visite à sa vieille mère, et en a profité pour faire un tour à la Foire annuelle du livre de Dacca, où il a même signé des autographes. Sur le chemin du retour à la maison, alors qu'il était accompagné de sa femme, Rafida Ahmed, blogueuse elle aussi, le couple a été attaqué à l'arme blanche par plusieurs individus. Avijit tombe raide mort et Rafida s'en sort avec plusieurs blessures graves. Cela faisait quinze ans qu'il animait le très populaire blog en bengali Mukto Mona (« libre-pensée »), très

critique envers les fondamentalistes musulmans et hindous. Ce n'est pas la première fois qu'un libre-penseur est assassiné à la sortie de la Foire du livre de la capitale du Bangladesh. En 2004, Humayun Azad, écrivain de renom et enseignant universitaire, a été grièvement blessé suite à une attaque à l'arme blanche par des inconnus en sortant de la même foire. En 2013, Ahmed Rajib Haider, un autre blogueur très critique envers les fondamentalistes, a été assassiné près de son domicile, à Dacca. Au Bangladesh, pays à majorité musulmane, les lois sont pourtant séculières, mais la justice ne retrouve jamais les assassins des voix libres.

Zineb El Rhazoui



L'EMPIRE DES SCIENCES ANTONIO FISCHETTI

NUREMBERG AN ZÉRO DE L'ÉTHIQUE MÉDICALE

Le médecin et animateur télé Michel Cymes vient de publier *Hippocrate aux enfers* (Stock), consacré aux médecins des camps de la mort. Le livre a déclenché une polémique historique à l'université de Strasbourg... Mais il porte, surtout, une intemporelle leçon d'éthique scientifique.

Nous avons tous entendu parler des expérimentations médicales d'Auschwitz ou de Treblinka. Nous en avons entendu parler, mais, au fond, très vaguement, et nous avons oublié. Le livre de Michel Cymes nous replonge au cœur de l'horreur. Avec ces malheureux qu'on a fait agoniser dans de l'eau glacée pour tester les réactions à l'hypothermie... Ceux à qui l'on a cassé les genoux pour observer le fonctionnement des muscles... Ceux dont on charcuté les entrailles pour mesurer combien de temps ils pouvaient survivre sans foie ou sans reins... Ceux qui ont été sciemment infectés par le typhus ou le choléra, juste par curiosité... Le plus connu de leurs bourreaux était le Dr Josef Mengele, mais ils étaient des dizaines d'ordures du même acabit, et seulement une vingtaine ont été jugés au procès de Nuremberg.

C'est ce crime que raconte Michel Cymes. L'animateur du « Magazine de la santé » est surtout connu pour ses blagues plus ou moins coquines. Ce que l'on sait moins, c'est que ses deux grands-pères ont péri à Auschwitz. De là, au fil des ans, un « devoir de mémoire » qui a fini par s'imposer. Son ouvrage n'est évidemment pas le premier sur la question, « mais depuis plusieurs décennies, il n'y a pas eu de livre marquant. Et je me suis dit que, si c'était moi qui l'écrivais, il y avait plus de chances pour qu'il ait une bonne visibilité. Dans mon bureau, j'ai cette phrase d'Henri Borlant, un rescapé des camps : "Il faut, il faudra sans cesse rappeler que cela fut." »

L'une des originalités du livre, c'est qu'il porte le regard non pas d'un journaliste ou d'un historien, mais d'un médecin s'efforçant de « décrire au mieux ce qui se passe dans l'organisme des cobayes, pour que le lecteur ressente le plus possible leur souffrance ». La motivation des docteurs de



l'enfer est également questionnée. On aimerait les voir comme des tarés, ou du moins des rats de la Faculté. Or, certains étaient des sommités dans leur discipline. Et, aussi délirantes que soient leurs expériences, ils espéraient en tirer des résultats qui sauveraient des vies. Celles des soldats allemands, cela va sans dire. Et vu qu'une loi de 1933 interdisait les expériences sur des animaux (Hitler, être sensible, comme chacun sait, ne supportait pas leur souffrance), il était plus facile d'utiliser un Tzigane ou un Juif qu'une souris en guise de cobaye.

Mais il ne s'agissait pas uniquement de faire progresser la médecine militaire. En 1943, August Hirt, directeur de l'Institut d'anatomie de Strasbourg (l'université était alors nazie), a fait gazer 86 Juifs pour monter une collection

de squelettes de ces « sous-humains¹ ». Après avoir reçu des témoignages laissant entendre qu'il pouvait subsister des restes de corps dans des bocaux, Michel Cymes s'est rendu sur place. Il n'a rien découvert... Mais cela a suffi à déclencher la colère de l'université de Strasbourg, qui l'a accusé de colporter des « rumeurs ». L'auteur reste stoïque : « J'ai mis le doigt sur un sujet sensible sans le vouloir, ils ont fini par lire ce que je n'ai pas écrit. » Cependant, même s'il n'y reste rien des crimes nazis, il serait bon que l'Institut d'anatomie refasse sa déco : son escalier a été récemment repeint en rouge et noir, ce qui rappelle étrangement l'esthétique du III^e Reich ! À part ça, la polémique strasbourgeoise est bien dérisoire devant la monstruosité de la « recherche médicale » nazie.

Point d'orgue de cette abomination, dans les années 1950, la plupart des tortionnaires, après seulement quelques années de prison (pour les moins chanceux), ont repris une paisible activité, qui de médecin généraliste, qui de pédiatre ou de gynécologue... Mengele deviendra même actionnaire d'un laboratoire de médicaments contre la tuberculose !

Tout cela pourrait sembler de l'histoire ancienne. Mais il n'est jamais certain que ce genre de dérives, d'une manière ou d'une autre, ne se reproduise jamais. Comme le rappelle Michel Cymes, « l'éthique médicale est née avec le procès de Nuremberg ». Les docteurs nazis incarnent le point culminant du divorce entre science et conscience, et il faut toujours, inlassablement, en raviver le souvenir pour ne jamais oublier que cela fut.

Antonio Fischetti

¹. Tragédie racontée dans le film *Le Nom des 86*, d'Emmanuel Heyd et Raphaël Toledano. www.lenomdes86.fr

HISTOIRE D'URGENCES PATRICK PELLOUX

FAUT-IL UNE LOI SUR LA SANTÉ ?

Le gouvernement, par sa ministre de la Santé, présente dans les prochains jours une loi sur la santé. La dernière fut celle de Sarkozy et Bachelot, qui a installé le mauvais côté de l'esprit d'entreprise dans les hôpitaux, a tout aggravé et conduit à une sur-administration du monde dit libéral. Aujourd'hui, l'ensemble des professionnels de santé proteste, ce qui est toujours le cas avec des syndicats médicaux hospitaliers — publics ou privés — ou libéraux plus ou moins représentatifs, car la santé inquiète.

Avant tout, la santé est-elle une idée politique ou une somme de corporatismes ? Déjà, l'une des catégories sociales les plus représentées à l'Assemblée nationale est la santé. Ses professionnels ont aussi des réseaux très importants, via leur famille et les gens qu'ils soignent. Donc ce n'est pas comme les apiculteurs ou les associations de lutte contre les violences faites aux femmes, ou des syndicats en lutte contre la fermeture de leur entreprise : les professionnels de santé ont du pouvoir !

L'un des socles de la République, c'est la Sécurité sociale. Sa création par le Conseil national de la Résistance a concrétisé les idées du Front populaire. C'est la politique qui a développé la santé et enrichi socialement les professionnels de santé. Certes, la science médicale a construit de belles choses, mais, là encore, l'explosion de cette science a été faite avec l'aide industrielle et... la loi de 1905 sur la laïcité ! Coupez la santé des religions, et vous

développez l'humanité. La santé est donc liée à la politique et dépend d'elle.

Au cours des dernières années, la loi a permis la lutte contre la douleur, l'amélioration des urgences, la carte Vitale, la lutte contre le sida... Mais le chemin est long, car le politique a aussi cassé une logique : celle de l'hôpital égalitaire, de la place de l'humain. Un exemple : la pédopsychiatrie (voir p. 15), ou encore l'accès aux soins pour les ophthalmos, les ORL ou les dentistes. Ces trois professions incarnent un problème d'organisation et d'accès aux soins qui fait que le peuple voit mal, entend mal et perd ses dents.

QUOI DE NEUF, DOC ?

Alors, oui, Marisol Touraine a raison de faire une loi de santé ! Il faudrait avant tout abroger la loi Bachelot de 2008, qui, avec celle de Mattei en 2003, a cassé définitivement l'hôpital public au profit du libéralisme. Ensuite, le tiers payant doit en effet être généralisé, car la notion même de l'argent est dépassée. Ce fut l'un de mes derniers échanges avec Oncle B. : la fin de l'argent dit « liquide ». C'est inéluctable ! La mettre en place est certes compliquée, mais ça doit se faire.

L'organisation de la santé est essentielle. Les nouvelles Régions sont une bonne chose si elles prennent à bras-le-corps la problématique des réseaux de soins pour tous et 24 heures sur

LE PEUPLE SOUFFRE



24. C'est un sujet qui n'est pas dans la loi : la société a basculé dans un temps continu, et la santé a gardé l'organisation des années 1970. Jours ouvrables, week-ends, vacances... La France n'a jamais eu autant de médecins (presque 300 000) et elle n'arrive pas à les organiser pour combler les déserts médicaux. Il faut négocier la modernité du grand système de la santé au risque de tout faire basculer vers un système commercial et assuranciel.

Enfin, cette loi ne réforme pas celle de 1958 qui gère les centres hospitalo-universitaires et ses plus de 4 000 professeurs et 56 spécialités, le record en Europe ! Tant que cette loi ne sera pas modernisée, il n'y aura aucun progrès possible, ou alors à la marge !

Sans parler de problèmes de santé publique qui sont absents de cette loi : les violences faites aux femmes, la légalisation du cannabis, l'éducation populaire à la santé, le lien avec la santé scolaire pour les enfants violents ou conditionnés aux religions... Bref, une loi de gauche est nécessaire et le gouvernement ne doit pas rater cette échéance, car le peuple souffre. ■

► ÉCONOMIE

ET MAINTENANT, ROULEZ

Renault Kadjar, Hyundai Tucson, Audi Q7, Infiniti QX30... Ce fut un défilé de « crossovers » et de voitures haut de gamme au dernier Salon de Genève, qui a sabré le champagne pour fêter la reprise des achats d'automobiles (+ 7 % en Europe de l'Ouest au mois de janvier). Et Volkswagen a versé les plus gros dividendes de son histoire et accordé des hausses de salaires... À quand un Salon de Genève du vélo et du tramway ?

LES VIEILLES IDÉES D'UN JEUNE RETRAITÉ

Nicolas Sarkozy a révélé son programme économique : la retraite à 63 ans pour tous, moins de RTT pour les fonctionnaires et la suppression de l'impôt sur la fortune. L'ancien président propose aussi de « ne garder que les droits fondamentaux des salariés dans le Code du travail et renvoyer le reste à la négociation d'entreprise ». Car il est bien connu qu'en situation de chômage de masse la « négociation d'entreprise » se fait d'égal à égal.

LES BOURSES FONT DES BULLES

Tokyo, Paris, Londres, Francfort, New York... Partout, les Bourses sont à la fête. La raison : l'attitude des Banques centrales des pays riches, qui, les unes après les autres, ont inondé le marché de liquidités. Les investisseurs ont donc de quoi faire joujou, et ils ne s'en privent pas ! Même la crise grecque les laisse de marbre. Euh... on n'avait pas dit qu'on arrêtait les bulles financières après la catastrophe de 2008, dont nous ne sommes toujours pas sortis ? J. L.

PAUVRES : TRAVAILLEZ, ON VOUS AIDE !

Après le RMI, le RSA, la prime pour l'emploi, voilà qu'arrive la nouvelle bêquille à précaires et à chômeurs : la prime pour l'activité.

Mais qu'il est difficile d'aider les pauvres ! Si on ne leur donne pas assez, ils ont faim, et si on leur donne trop, ils ne veulent plus travailler. Tout avait commencé avec le revenu minimum d'insertion, créé par Michel Rocard en 1988. Et, dans le RMI, c'était le « i » qui était le plus important : pas de revenu sans démarche d'insertion. Ainsi, il était demandé aux allocataires du RMI d'entreprendre des démarches pour se loger, se soigner le cas échéant, accepter un suivi social... Avec des résultats très variables.

Mais surtout, les économistes ont cru que le RMI posait un problème : lorsqu'une personne qui en bénéficiait retrouvait un emploi mal payé, par exemple un emploi au smic à temps partiel, elle risquait de perdre de l'argent à cause de la suppression du RMI et des aides associées. Elle risquait donc de ne pas chercher du travail, tombant ainsi dans le « piège de l'inactivité ».

Est-ce vrai ? Oui, sur le papier. Mais de nombreuses enquêtes montrent que les personnes préfèrent généralement travailler, même si elles y perdent un peu d'argent, plutôt que de rester à ne rien faire. En revanche, elles rencontrent de vrais obstacles à l'emploi, comme un manque de formation, une santé défaillante, l'absence de véhicule, ou des difficultés de garde d'enfants.

Quoi qu'il en soit, cette idée a nourri la création, en 2001, de la « prime pour l'emploi » sous le gouvernement de Lionel Jospin, qui consiste à donner un peu d'argent aux travailleurs pauvres. La prime a été saluée par des économistes de gauche (Thomas Piketty) et de droite (Alain Madelin), parce qu'elle augmentait les revenus des plus pauvres (argument « de gauche ») sans créer de nouvel impôt (argument « de droite »).

Mais cette prime a concentré les critiques : elle ne représentait que quelques dizaines d'euros par an pour un grand nombre de bénéficiaires, et elle était versée avec un an de retard, puisqu'elle consistait en

une réduction d'impôt (ou en versement d'une somme pour les personnes non imposables ; on parle dans ce cas d'un « impôt négatif »).

Vint enfin le revenu de solidarité active (RSA) sous Nicolas Sarkozy, en 2009. Il s'agissait d'abord de remplacer le RMI par le « RSA socle » — bonjour la novlangue. Attention, le RSA socle, c'est 514 euros pour une personne seule, la « solidarité » à ses limites... Puis d'aider les personnes qui travaillent, avec le « RSA activité », somme que l'on pouvait cumuler avec la prime pour l'emploi.

Mais voilà : tout cela est très complexe, et on estime ainsi que deux tiers des allocataires potentiels du RSA n'en font pas la demande ! Chouette pour les caisses de l'Etat, mais beaucoup moins bien pour la justice sociale.

C'est pour résoudre en partie ces problèmes que le gouvernement vient de décider de créer, à partir du 1^{er} janvier 2016, une « prime pour l'activité » qui remplacera la prime pour l'emploi et le RSA. Elle sera dotée d'un budget total de 4 milliards d'euros et bénéficiera à 4 millions de personnes. Son montant sera calculé en fonction des revenus individuels du bénéficiaire et de sa situation familiale. Par exemple, un célibataire percevant un demi-smic touchera une prime de 246 euros par mois.

Les aides seront accrues pour les personnes ayant des revenus autour du smic, afin d'encourager le travail (comme s'il le fallait). Un célibataire rémunéré au smic touchera 126 euros par mois (contre 65 euros aujourd'hui) et 414 euros s'il est en couple avec un enfant et est le seul à travailler (contre 343 euros actuellement).

Bref, quelques dizaines d'euros de plus par mois qui ne résoudront ni la pauvreté ni le chômage, mais qui sont censées éviter que les pauvres « préfèrent » l'inactivité... Jacques Littauer

POLÉMIQUES

LES ENFOIRÉS SONT-ILS RINGARDS ?



IMPORT-EXPORT

COMMENT RECYCLER LES MISTRAL DE POUTINE

Dans le cadre d'un contrat de 1,2 milliard d'euros conclu entre Paris et Moscou dès 2011, la livraison des deux porte-hélicoptères de type Mistral censés être livrés est suspendue. Le *Vladivostok* reste à quai à Saint-Nazaire. Le *Sébastopol* va rejoindre les flots pour la première fois à la mi-mars..., mais pour de simples essais.

Dans toute transaction, tout est affaire de marketing. Il en va de même quand il s'agit de vendre de la quincaillerie militaire. Lorsque le vendeur — la France — se situe au 3^e rang mondial des marchands de canons, il est vite accusé de connivence avec n'importe quel dictateur un peu mégalo ou avec un fanatique de la religion des armes. Évidemment, cela ne concerne pas, mais pas du tout, la livraison des avions de combat Rafale commandés par le maréchal Sissi au Caire. Notre sainte Europe, qui a promulgué dès 2008 une position commune en matière d'exportation d'équipements militaires, n'a pas trouvé matière à condamner le marché conclu ou ses retombées.

Dans le cas des deux navires porte-hélicoptères de classe Mistral, c'est différent : pas moyen de s'entendre sur les bienfaits de la transaction en cours. Voilà pourquoi deux BPC (bâtiments de projection et de commandement) sont bloqués à Saint-Nazaire. Certes, ils en imposent : les dimensions avoisinent celles du porte-avions à propulsion nucléaire *Charles-de-Gaulle*. Que Moscou revendique ces Mistral pour redorer le blason de l'armée russe, c'est une chose, mais ce n'est pas la peine d'en faire ce qu'ils ne sont pas. À savoir des navires de guerre.

Les premiers à qualifier le Mistral de « navire de guerre » furent les dirigeants birmanes, qui, en 2008, lors du passage du cyclone Nargis, ont carrément refusé l'acheminement de 1 000 tonnes métriques d'aide humanitaire. Mais en dehors de la couverture offerte par les hélicoptères, le

Mistral dispose d'un arsenal de défense relativement limité : deux canons de 30 mm, quatre lance-roquettes antisabotage et deux systèmes de missiles antiaériens à très courte portée. Arrêtons donc de nous faire peur. Lorsque les négociations furent entamées avec nos partenaires russes, durant l'automne 2009, notre Mistral était présenté comme un simple ferry-boat dépourvu de véritable plus-value militaire pour son éventuel acquéreur...

AU BON COEUR DE L'EUROPE

Certes, l'ego de la Marine interdit qu'on le compare à un pédalo, mais enfin, y a-t-il de quoi faire trembler les riverains de la mer Noire ? En cas de livraison, un visa serait-il fourni aux Russes pour enflammer et ensanglanter les rives de la mer Noire ? Pour dupliquer une manœuvre du style « Forte Tempête », que les Chinois avaient déclenchée en mars 2010 à l'encontre des Tibétains ? Restons zen : ce n'est pas le moment de se laisser perturber par ceux — nos alliés européens les plus otanisés — qui brouillent toutes les cartes, y compris les cartes géographiques. Le *Vladivostok*, une fois livré, rejoindra la côte Pacifique. La Marine russe gesticulera dans la zone pour dissuader les Japonais de récupérer les îles Kouriles. Un enjeu qui devrait laisser les Baltes et les Polonais plutôt indifférents.

Si la finalité du navire est de projeter des forces au loin, il peut aussi projeter des secours. Les Mistral *Vladivostok* et *Sébastopol* sont outillés

pour mener des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU, voire des actions conjointes franco-russes pour combattre la piraterie au large des côtes somaliennes. Pour des missions humanitaires ou une mission d'évacuation en temps de crise, ils ont le profil. Le navire dispose d'un matos dernier cri, y compris un hôpital avec salle d'opération et 70 lits, pour assister des populations civiles en cas de besoin. De ce point de vue, le Mistral est un atout. D'ailleurs, nos interlocuteurs seraient réceptifs à ce message, puisque le ministre russe de la Défense occupait, il n'y a pas si longtemps, le poste de ministre des Situations d'urgence.

Quelques députés bruxellois proposent de récolter des fonds pour racheter ce Mistral à la France et l'imposer comme icône d'une « Europe de la défense » paumée dans la brume d'une nouvelle guerre froide. Un vœu pieux : le boycott de la Russie a déjà coûté à l'UE plus de 21 milliards d'euros. Mais rien n'empêche de recourir demain au crowdfunding (financement participatif), via les réseaux sociaux, pour capitaliser les mérites d'un navire exceptionnel, capable de contribuer, au choix, à une invasion humanitaire ou à une paix post-confit...

Reste encore une autre option : que les équipes se sabordent. Ce scénario s'est déjà produit quand l'URSS a implosé. Au large de Nosy Be, les marins désabusés qui ne voulaient plus naviguer sous pavillon soviétique ont recyclé leur bâtiment en bordel flottant...

Ben Cramer

► ENTRETIEN AVEC...



Ancien président de SOS Racisme devenu député de l'Essonne, Malek Boutih, 50 ans, dit ce qu'il pense, quitte à fâcher sa propre famille socialiste, quitte aussi à susciter l'approbation d'une partie de la droite. Comme après les émeutes de 2005, les attentats de janvier dernier l'ont propulsé au-devant de la scène médiatique. Il sonne la même cloche depuis dix ans, mâche de moins en moins ses mots, parle de « mise sous tutelle », dénonce ce qu'il appelle l'« islamonazisme » et pointe du doigt la corruption de certains élus de banlieue. À défaut de grand soir, Boutih rêve du grand réveil.

MALEK BOUTIH

« LA GAUCHE SE MEURT, MAIS PARCE QU'ELLE A R

CHARLIE HEBDO : En 2005, dans une émission de télévision, Thierry Ardisson parlait de vous comme d'un politique en pleine ascension, d'un homme programmé pour monter dans les instances du Parti socialiste et devenir un jour ministre. Dix ans plus tard, toujours rien.

► **Malek Boutih :** Il y a deux raisons. D'abord, je ne suis pas fou à l'idée d'être ministre. Je suis plus un militant qu'un élue. D'ailleurs, j'ai été élue sur le tard. Ensuite, je ne refuse pas la notion de responsabilité, mais il y a une chose que je ne fais pas : je ne veux pas être élue ou choisie sans le contenu de ce que je suis. Si on veut juste l'enveloppe de Malek Boutih, pas question.

Cela veut-il dire qu'on vous a déjà proposé un poste de ministre, mais que vous avez décliné pour cette raison-là ?

Sarkozy m'a proposé d'entrer dans son gouvernement en 2007. Vous savez, j'ai toujours appartenu à la gauche, je suis passé par toutes ses écoles, mais la seule personne qui m'a proposé en confiance d'être ministre, c'est lui. C'était un poste autour de la politique de la ville et des banlieues. J'ai senti quelqu'un de très doué dans l'instinct politique, mais j'ai eu le pressentiment qu'il n'y avait rien derrière... Je lui ai demandé d'ailleurs ce qu'il attendait de moi. Il m'a répondu qu'il croyait beaucoup à la question du travail et qu'il voulait remettre au boulot les jeunes de banlieue. Je lui ai dit : « Oui, mais je me vois mal proposer un job à un jeune de banlieue et le refuser au beau du pavillon d'à côté. » Parce que je ne suis pas le lobbyiste d'une catégorie de la population, je me bats pour les gens malheureux, je me fous d'où ils viennent et qui ils sont.

Avec la gauche, vos rapports ne sont pas des plus simples...

Même compliqués ! C'est François Hollande qui, après le 21 avril 2002 et au moment du congrès de Dijon, m'a demandé de le rejoindre. J'étais président de SOS Racisme. Il m'a dit qu'il avait besoin de nouveauté, d'idées, etc. J'entre au PS et je fais une chose simple : au lieu de me préoccuper de la prochaine élection et de commencer à négocier avec des fédérations pour savoir où je vais atterrir,

“ESPRIT DU 11 JANVIER”



je fais ce qu'il me demande, je bosse et je prépare deux rapports : un rapport sur l'immigration, qui dit comment organiser une politique d'immigration où toutes les questions qu'on pose actuellement sont présentes, et un autre expliquant pourquoi le cannabis est au cœur de la dérive délinquante des banlieues. Ce ne sont pas des rapports intellos, je cerne une problématique, je propose une solution hyper concrète, j'explique le fonctionnement, les filières, qui produit, au détail près... Je remets les rapports à Hollande, et... Il ne s'est rien passé. Silence radio. Il ne faut pas se tromper : François Hollande est un homme de synthèse des individus, mais pas des idées. C'est le désaccord que j'ai avec lui.

Comment analysez-vous la crise de la gauche aujourd'hui ?

La gauche, dans le sens ouvrieriste de la fin du XIX^e siècle, de sa capacité d'émancipation, a rempli son programme. La gauche se meurt, non pas parce qu'elle a échoué, mais parce qu'elle a réussi ! La correction d'un système capitaliste par des mécanismes de régulation sociaux est devenue un modèle dominant dans le monde. Les pays vraiment libéraux, ça n'existe plus. L'arrivée de la Sécurité sociale aux États-Unis avec l'Obama Care marque la fin de la social-démocratie. Il n'y en a plus besoin, elle est partout. Ce sont les avant-gardes politiques qui construiront la société de demain, il faut penser autrement, innover, il ne faut pas chercher l'unanimité.

On a le sentiment que vos récentes déclarations sur les banlieues, la mise sous tutelle, la dénonciation de la corruption de certains élus, la situation catastrophique de certains territoires..., vous

les faites depuis plus de dix ans, dès les émeutes de 2005.

Dans une période où les mauvaises nouvelles s'accumulent, où tout semble partir en vrille, où on manque de héros..., bizarrement, je suis très optimiste. Je crois que toutes ces forces négatives qu'on voit aujourd'hui se lever essaient de résister à un mouvement historique incroyable qui est le fait que la culture démocratique devient hégémonique et se répand partout dans le monde. Il ne faut pas oublier une chose : le point de départ de l'intégrisme islamiste, ce ne sont pas les théories des Frères musulmans, mais l'arrivée de la parole dans les pays arabes. C'est quand, tout d'un coup, la modernité, le sexe, la liberté, tout fait irruption. Et les intégristes se sont sentis débordés.

La démocratie propose une image que théoriquement ils refusent mais qu'instinctivement ils désirent.

Exactement. Le fait de pouvoir avoir cette image mais de ne pas la consommer en même temps, ça rend fou. Et c'est le cœur de tout. C'est étrange de voir combien toutes les élites produisent en permanence de l'eau tiède, elles voudraient toujours trouver une solution qui permette d'avoir le beurre, l'argent du beurre, la crème et le reste. Arrive un moment où il faut trancher et aller au bout. À l'époque de la Révolution, l'idée que le pouvoir revienne de façon naturelle à un pouvoir divin était quelque chose d'autant naturel que l'oxygène dans toutes les sociétés du monde. Deux siècles plus tard, c'est l'inverse, plus aucun pouvoir n'est considéré comme naturel, hormis le pouvoir démocratique. On devient vraiment démocrate quand on apprend à perdre des élections. Si la droite revient au pouvoir, je ne me



ON PARCE QU'ELLE A ÉCHOUÉ, USSI »



la société française qui s'agrandit. Si vous transposez ce même gouvernement il y a trente ans, il est très fort, mais dans la société d'aujourd'hui, où le niveau d'éducation, d'aspiration et de désir a changé, il est totalement décalé.

À quelle « aile » du PS appartenez-vous ?
J'ai appartenu au dernier courant de gauche du PS, la gauche socialiste. C'était l'époque Mélenchon, Dray, Lienemann, qui produisait intellectuellement. Aujourd'hui, l'aile gauche du PS, son problème, c'est qu'elle ne veut pas voir la réalité et se demande comment conserver ce fonds de caisse électoral des catégories protégées. Ce n'est pas une aile gauche au sens politique du terme, mais la projection au sein du PS des organisations syndicales en place dans le milieu salarial français. Et, de ce point de vue, son intérêt devient, sans qu'elle le veuille, contradictoire avec l'intérêt des classes sociales à émanciper. Ce qui m'a choqué, ce n'est pas le débat sur la loi Macron, mais une attitude politique : quand le Premier ministre de votre gouvernement se fait pointer du doigt par Dumas, qui l'accuse d'être sous influence juive, et que, le lendemain, à travers un texte de loi quelconque, vous faites monter une défiance au Parlement, il y a un problème politique. L'élegance, cela aurait consisté à dire à Valls : « J'ai plein de désaccords avec toi sur la loi Macron, mais puisque Dumas dit que tu es sous influence juive, alors je te soutiens ! » Ça, c'est la politique ! Vous savez, à l'heure où l'on parle, Marine Le Pen gagne l'élection présidentielle, c'est la vérité qui se promène dans le pays, il suffit de parler avec les gens. Mon institut de sondages est très simple : c'est mon bar, le métro, ce que j'entends dans la rue et les conneries que je vois...

Pourtant, une vieille gauche faite de sociologues, de démographes et de journalistes continue de croire que les statistiques et les chiffres cartographient la réalité et suffisent à en dire la vérité...

Dans les périodes de difficulté, la gauche a toujours un réflexe scientifique : elle cherche une vérité scientifique à ses propositions politiques. Ce n'est pas un hasard si ceux qui recherchent un nouveau programme de gauche mythifient les économistes. Or les économistes disent tout et son contraire ! Regardez l'Allemagne des années 1930 : c'était une société très développée culturellement, intellectuellement et politiquement, c'était même le pays où la gauche était la plus organisée et la plus

forte... Mais c'est là que va naître le nazisme. Il n'y a donc pas de fait objectif. Regardez : la France est le pays, en Europe, où l'extrême droite est la plus forte, et, en même temps, c'est dans notre pays que le taux de mariages mixtes est le plus élevé. Où est la vérité ? Retrouver le sens de la politique, c'est accepter qu'il n'y ait pas de vérité unique. Tout est vérité dès lors que des gens le disent, le ressentent, les statistiques comme les fantasmes. On peut très bien sortir de l'élection présidentielle sans plus aucune force structurée capable de gouverner la France. La question est : qui, au PS, est capable d'affronter Marine Le Pen politiquement, peut-être pas de la battre, mais au moins de faire en sorte que la gauche existe à la sortie ? Il n'y a plus de raison objective au vote Le Pen, il n'y a plus

que la crise politique. Donc, tout devient prétexte : mon chat s'est fait écraser, je vote Le Pen, j'ai perdu mon emploi, je vote Le Pen, il pleut, je vote Le Pen, etc. Il va donc falloir répondre politiquement, par de vraies idées, à cela, et autrement qu'en agitant l'épouvantail moral.

Croyez-vous à ce qu'on appelle l'« esprit du 11 janvier » ?

L'esprit du 11 janvier, c'est comme de l'eau. Vous avez un monde politique, institutionnel, culturel, qui essaie de l'enfermer en disant : « J'ai chopé l'esprit du 11 janvier. » Mais quand il ouvre les mains,

il n'y a plus rien. C'est une dynamique tellement profonde... Le monde politique est profondément gêné par cet esprit du 11 janvier et se dit : « Vivement qu'on ait tourné la page et qu'on revienne à notre merdier habituel. »

Le chapelet de mesures proposé par Najat Vallaud-Belkacem pour l'Éducation nationale — je pense notamment au livret de laïcité distribué aux élèves ou au renforcement des cours sur la République — est-il à la hauteur de ce qu'attendent les Français ?

Non, c'est totalement désincarné et sans aucun rapport avec la

réalité. On ne peut pas, en même temps, faire une circulaire qui autorise les femmes voilées à participer aux sorties et le lendemain parler de laïcité. Quel est le pire ennemi de la République ? C'est la République en carton, telle qu'elle est incarnée par cette politique qui voudrait qu'on soit au garde-à-vous devant le drapeau ! Le cœur est ailleurs. Si vous divisez l'argent donné par l'État à la ville de Grigny par le nombre d'habitants sur une trentaine d'années, chaque habitant aurait pu avoir un pavillon avec deux cents mètres carrés de jardin. Or la vie dans la banlieue est plus pourrie aujourd'hui qu'il y a trente ans. Quitte à mettre des milliards, il faut donc faire autre chose. Il faut faire bander les gens pour la République. Pourquoi c'est bien d'être républicain ? Parce que j'ai accès au bonheur, au développement, à la culture, pas parce que j'ai lu un bout de la Constitution chaque matin à l'école. J'ai dit à Hollande qu'il fallait arrêter la politique du chèque et de l'assistanat, comme l'allocation rentrée. Il m'a dit : « Mais alors, qu'est-ce qu'on fait ? » Je suis favorable à ce qu'on installe des boutiques de fournitures scolaires ouvertes toute l'année, avec une carte qui vous donne un crédit illimité quand vous êtes pauvre. Pas donner de l'argent. Moi, j'ai grandi dans un quartier dans lequel il y avait une bibliothèque ! Quand on veut lutter contre ces dérives, ce n'est pas la censure ou le chèque qu'il faut, c'est installer des contre-feux, la culture ! Je pense que les sociétés, sur des questions aussi cruciales, n'avancent pas de manière segmentée. Je ne crois pas que la société française veuille un vrai changement dans la banlieue si elle ne trouve pas, elle aussi, un intérêt dans ce changement. Il n'y a que le jeu à somme gagnante qui gagne en politique.

L'État doit-il organiser ou mettre son nez dans la formation des imams ?

Je ne m'octroie, en tant que parlementaire, représentant de la souveraineté française, aucun droit d'expliquer aux musulmans ce qu'ils doivent croire ou pas. Qu'est-ce qu'être modéré ou pas ? Je ne sais pas ce que ça veut dire. Ils pensent ce qu'ils veulent, ils pratiquent leur religion comme ils veulent, mais ils sont obligés de respecter la loi française. Ça veut dire par exemple que, si un musulman me demande comment lutter contre l'intégrisme, je lui dis : « Par exemple, en laissant aller ta fille à la piscine pendant les heures de cours ! » C'est là que ça commence. Quand on dit musulmans modérés et intégristes, c'est une vision factice, qui n'existe pas ! Ce sont des blocs qui sont en train de dériver. Premièrement, en transformant tous les conflits sociaux et politiques en conflits religieux — ainsi, l'islamophobie à la place du racisme. En vérité, un musulman blond aux yeux bleus est victime de peu de discriminations. Mais un Maghrébin non croyant ou chrétien ou un Black chrétien ne trouvent pas de logement ou d'emploi. Alors, l'islamophobie, c'est une vaste arnaque ! Il peut y avoir de la critique positive ou négative de l'islam, mais ce n'est pas un fait social structurant de la société. En ce moment, les mots sont plus importants que les actes. Par exemple, je n'accepte pas le mot « barbare ». Les islamistes ne sont pas des bêtes sauvages, ils ont un projet politique. Et en les qualifiant ainsi, on se fait plaisir, mais cela révèle qu'on ne sait pas à quoi on a affaire et qu'on en a peur. J'ai peur du loup, comme un enfant. L'opinion publique française n'a pas de point de vue sur les religions, donc quand on lui parle de radicalisme religieux, elle ne sait pas quoi en penser. En revanche, quand vous utilisez le mot « nazisme » — c'est pour cela que j'ai parlé d'« islam-nazisme » —, elle comprend. Quand Valls dit « islamo-fascisme », pareil. Cela signifie qu'il y a un projet de dictature politique derrière. Plus les musulmans de France seront émancipés, plus ils pèseront sur l'influence de leur religion. Mais c'est leur problème, pas le nôtre.

Propos recueillis par Jean-Baptiste Thoret

QUI POUR BATTRE MARINE LE PEN ?



MONDE VU DE LA TERRE... LE MONDE VU DE LA TERRE... LE MONDE

JUSTICE INTERNATIONALE

ASSASSINATS POLITIQUES : PEUT-ÊTRE LA FIN D'UNE OMERTA

Moins d'impunité pour les assassins politiques en France ? Le procès de l'assassinat de trois militantes kurdes assassinées à Paris en 2013 s'ouvre bientôt et promet une mise en cause directe de l'État turc. Une première.

Les assassinats politiques sont-ils l'apanage du passé ? La récente mort du Russe Boris Nemtsov, l'un des opposants les plus virulents à la politique de Vladimir Poutine, vient rappeler que la liquidation physique des voix dissidentes demeure une option pour de nombreux régimes. Avec l'assassinat par balles, vendredi 27 février dernier, à quelques mètres du Kremlin, de l'ancien vice-président du gouvernement sous la présidence de Boris Eltsine, la liste des morts suspectes parmi les dissidents russes ne fait que s'allonger. Encore une fois, les regards se tournent vers le sommet de l'État, comme en 2006 après le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa dans la cage d'escalier de son immeuble à Moscou, ainsi que cinq autres collaborateurs de son journal, *Novaïa Gazeta*, tous assassinés ces dernières années.

Toutefois, malgré les éléments probants, les voies de la justice russe restent impénétrables, et la responsabilité de l'État reste difficile à définir. Poutine, quant à lui, préfère évoquer la piste

de l'attentat djihadiste tchétchène contre Boris Nemtsov, d'autant que celui-ci avait pris part à la campagne « Je suis Charlie » en Russie après les attentats terroristes qui ont ensanglanté la France en début d'année.

ERDOGAN TROP BAVARD ?

Devant la justice française non plus, jamais la responsabilité d'États tiers n'a pu être établie dans les nombreuses affaires d'assassinats politiques commis sur le sol français. Depuis l'affaire Ben Barka, célèbre opposant marocain au régime de Hassan II enlevé devant la brasserie Lipp, à Paris, le 29 octobre 1965 pour être assassiné, plusieurs dizaines d'assassinats politiques ont été commis en France sans jamais que la justice puisse inculper les États commanditaires. Henri Curiel, militant communiste assassiné en 1978, Ali André Mécili, homme politique algérien assassiné en 1987, militants basques, opposants africains, syriens ou résistants palestiniens, la liste des

crimes politiques commis dans la capitale française est longue, et les issues des enquêtes peu concluantes.

Toutefois, 2015 pourrait être une année de jurisprudence en matière d'assassinats politiques en France. « *Le procès des trois militantes kurdes assassinées en 2013 à Paris apporte une lueur d'espoir* », selon M^e Antoine Comte, avocat de la partie civile. Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Sylemez avaient été abattues le 9 janvier 2013 dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan (CIK). Quelques jours plus tard, Ömer Güney, un Turc qui avait infiltré les milieux associatifs kurdes en France depuis deux ans, a été mis en examen pour le meurtre des trois jeunes femmes. Si le principal accusé nie toujours les faits, le dossier — en fin d'instruction — contient de nombreux éléments qui pourraient bienachever d'établir l'implication de l'État turc. « *Il s'agit de la première affaire d'assassinat politique reconnue par l'État commanditaire* », poursuit M^e Comte, ce qui devra être pris en compte lors du procès qui

s'ouvrira en 2015. En effet, lors d'un discours préélectoral prononcé en mars dernier, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, alors Premier ministre, avait accusé le mouvement islamiste Hizmet, fondé par son ancien allié Fethullah Gülen, d'avoir infiltré le MIT (services secrets turcs) pour commettre ces assassinats. Erdogan aurait probablement été moins disert si la presse turque n'avait pas publié en janvier 2014 l'ordre de mission du MIT, signé par quatre personnes identifiées comme étant des agents des services turcs, adressé à Ömer Güney pour exécuter les trois jeunes femmes.

Du côté français, la justice a pu obtenir la déclassification d'archives des services secrets en lien avec l'affaire. Une victoire en demi-teinte, selon M^e Comte : « *Les documents ont été caviardés en de nombreux passages, des phrases entières ont été masquées* », déplore-t-il. Quoi qu'il en soit, le procès qui s'ouvre en 2015 promet pour la première fois de mettre un terme à une longue tradition de silence français.

Zineb El Rhazoui

EN BREF

RUSSIE

SÉLECTION OFFICIELLE

La France n'est pas la seule à soutenir son cinéma. La Russie fait de même. Avec une nuance cependant. Pour recevoir des subventions étatiques, les cinéastes russes doivent respecter certaines thématiques. Annoncés par le ministre de la Culture, Vladimir Medinski, début mars, on trouve parmi les neuf thèmes retenus pour l'année 2015 les films magnifiant la « gloire militaire de la Russie », ceux montrant la place de « l'Ukraine et de la Crimée dans l'Histoire russe » ou commémorant « les événements de 1917 », voire le « putsch de Moscou de 1991 », ou encore ceux narrant les aventures de « héros modernes luttant contre le crime et la corruption ». Sauf si le patron des bad boys s'appelle Poutine, bien sûr...

MACAO

LES JEUX SONT FAITS

Macao, capitale mondiale des casinos, a la roulette triste. Cela fait neuf mois que les profits générés par l'industrie du jeu y connaissent une chute spectaculaire, enregistrant une baisse record de 30,4% en décembre 2014. L'année 2015 a tout aussi

DAECH S'EST ACHARNÉ SUR LES STATUES



Dierck

mal commencé, avec une perte de 17,4% pour janvier. Les raisons de cet effondrement sont à chercher du côté de la Chine, où la relative faiblesse de l'économie et, surtout, la campagne contre la corruption menée depuis deux ans par le président, Xi Jinping, ont quelque peu calmé les adeptes du bandit manchot et autres tables de baccara. La HSBC pourra toujours leur donner un coup de main pour blanchir leur argent.

ÉTATS-UNIS LA MORT AUX TROUSSES

Prévue pour le lundi 2 mars à 19 heures, heure locale, l'exécution de la seule femme condamnée à mort de l'État de Géorgie a été une nouvelle fois retardée. Initialement annoncée pour le 25 février, la sentence avait été une première fois reportée pour cause de « tempête ». Cette fois-ci, c'est le « trouble » de l'ampoule de pentobarbital, un truc capable de tuer un cheval, qui est en cause. Un dépôt qui sauve une fois encore cette femme de 46 ans, accusée du meurtre de son mari en 1997. On a connu les Américains moins tatillons.

Patrick Chesnet



**COLOMBIE
ARMES EN STOCK**
C'est une belle (sur)prise qui attendait les services maritimes colombiens lorsqu'ils sont montés à bord d'un céréalier battant pavillon hongkongais et appartenant au principal acteur du fret maritime chinois, COSCO Shipping Co Ltd, pour une inspection de routine, samedi 28 février. À la place de la cargaison prévue, les inspecteurs ont en effet trouvé quelque 3 000 obus

GRÈCE

SALADE DE MIGRANTS

Gagner le pouvoir n'est pas aussi facile que l'exercer. La preuve : la publication d'un arrêté ordonnant « de ne plus placer en rétention les migrants illégaux et de libérer ceux qui sont retenus dans les camps de rétention ». Annoncée en plein JT d'une chaîne proche de l'opposition conservatrice, la nouvelle fait l'effet d'une bombe sur le mode : au secours, les gueux nous envahissent !

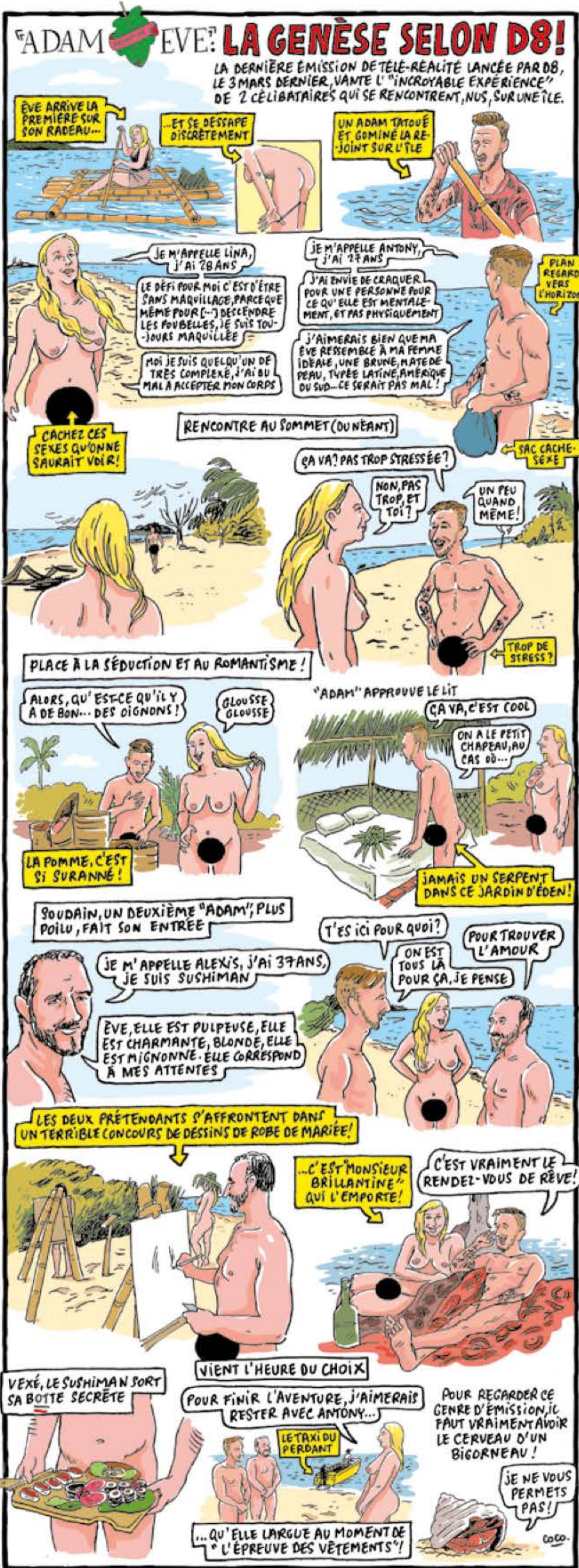
Lez-Premier ministre Antonis Samaras a dénoncé « l'effet aimant vers la Grèce que va provoquer cette directive ». Interrogé, le ministre de gauche concerné, Yannis Panoussis, a déclaré avoir appris la nouvelle « bouchée bée, à la télé ». Il lance une conférence de presse pour dénoncer cette « provocation », puis « le retrait du texte publié à l'insu de tous les responsables politiques ». Texte signé cependant d'un haut fonctionnaire, Georgios Nistas, très à droite, qui dit avoir reçu des pressions de conseillers de Syriza pour agir, conseillers qui nient, bien sûr. Alors quoi ? N'importe qui a accès au papier à en-tête du ministère ? Aux signatures ? Et les migrants, dans tout ça, on en fait quoi ?

A. Kouroumis

BASSE DES VENTES DE McDO DANS LE MONDE



L'EUROPE, MÈRE INDIGNE. ELLE EST CONTRE LA FESSÉE, MAIS POUR L'HUMILIATION DES GRECS.



► DANS LE JACUZZI DES ONDES
PHILIPPE LANÇON

LE YAOURT

Aucune émission de cuisine télévisée — et il y en a d'excellentes, quoique toutes exagérément bavardes, cherchant à comprendre ce qui ne peut être mangé par ce qui ne mérite pas forcément d'être dit — ne m'a jamais donné autant de joie concrète que le premier aliment ingéré (difficilement) par la bouche, après deux mois d'alimentation exclusivement par sonde. C'était un simple yaourt nature, avec un peu de sucre, comme à la cantine: une sorte de madeleine hospitalière hors du temps. Une infirmière me l'a soudain apporté, un jour vers 15 heures, avec ce naturel jovial et parfois brutal, faute de temps, qui caractérise l'hôpital: comme si ce yaourt, qui n'avait jamais été là, dans ma chambre, m'y attendait en réalité depuis toujours. Ce n'est pas seulement le patient qui patiente. C'est le monde autour de lui. L'infirmière fait la navette entre les deux attentes. Ils font peu à peu entrer le monde du dehors, devenu mystérieux et lointain, sur instruction du médecin. Le patient, qui a tous les âges, accueille tout avec gratitude, avec angoisse. J'ai accueilli le yaourt.

La première personne qui m'avait fait de nouveau sentir « le goût de la papaye verte », autrement dit le parfum des aliments quotidiens, était une amie, un mois plus tôt. C'était une période où il était difficile de respirer le soir. La sensation n'était due qu'à la trachéotomie, mais les sensations font le corps, même quand une information objective les dément, et du même coup portent le reste: là où l'air semble ne pas entrer, ce sont les idées noires qui passent — des idées répétitives et raréfiées. La vie entière est filtrée par une matière épaisse, opaque, qui mélange le temps et la nuit et les fait glisser dans l'entonnoir. L'amie est arrivée un soir avec un sandwich, des mandarines, une Thermos de café très sucré. Assez vite, elle a découvert qu'on m'avait offert en vain — pour moi, pas pour elle — d'excellents chocolats. Elle m'a fait sentir peu à peu, en silence, tout ce qu'elle mangeait. J'avais une narine bouchée, pas l'autre. Tous les parfums de l'Arabie domestique y ont pénétré. J'en ai oublié, un moment, de si mal respirer. On m'a plus tard rappelé que, dans

le camp de prisonniers de guerre où mon grand-père crevait de faim avec les autres, là-haut en Poméranie, de 1940 à 1945, les hommes de toutes nationalités passaient leur temps à échanger des recettes de leurs pays respectifs, comme des rêves concrétisés par les mots, alors même qu'ils ne mangeaient que de la soupe aux rutabagas.

KAFKA ET LE GOÛT

Maintenant, j'étais devant ce yaourt. Il fallait ouvrir la bouche, ne pas en mettre partout, bien déglutir. Quand l'infirmière l'a déposé, j'étais dans la position et l'état d'esprit que s'attribue le tuberculeux Kafka dans une lettre à Milena, le 9 juillet 1920 (À Milena, nouvelle traduction intégrale de Robert Kahn, éditions NOUS): « Comment je viendrais à bout de la fin de l'automne, ce n'est une question que pour plus tard. [...] Quand je ne t'écris pas, je suis allongé dans mon fauteuil et je regarde par la fenêtre. On voit plutôt bien, car la maison d'en face n'a qu'un étage. Je ne veux pas dire que regarder dehors me rende particulièrement morose, non, mais je ne peux pas m'y arracher. » Avec Kafka, le malheur n'est jamais déçu par l'imbécile qui est en nous. Il a sur l'épaule ce diable léger et profond, implacable et souriant, qui vous regarde errer, chuter, et ne vous laisse même pas, surtout pas, la ressource de la complaisance — ou du pathétique. À l'hôpital, Kafka l'humoriste est un compagnon de route.

La première petite cuillère (en plastique) de yaourt, après deux mois sans aucun goût, est sans rapport avec la première petite gorgée de bière selon Philippe Delerm — même si on en met la moitié à côté. Ce n'est pas un grand plaisir retrouvé, confortable, partagé: c'est une renaissance austère et solitaire. On a tous les âges, sauf le sien. La mémoire du yaourt revient aussitôt, mais elle importe moins que la vie qui s'en dégage. N'importe quel goût aurait fait l'affaire, allié à cette fraîcheur perdue qui, en retour, réveilla un désir éteint, la soif, puis, lié à un sourire encore réduit par les sutures, un sentiment oublié: la colère. ■

LA CARTE POSTALE DE MATHIEU MADENIAN

Salut, Charlie!

Je t'écris, accoudé au comptoir d'un bar du XI^e arrondissement dans lequel je rode mon deuxième spectacle. Je joue dans une heure, et en attendant je mate le quart de finale Real de Madrid-Schalke 04, concentré, avec ma bière. Mais je dois taper les commentaires d'un anti-footeux à côté de moi, qui m'abreuve de ces théories comme quoi les joueurs de foot comme Zlatan Ibrahimovic gagnent trop d'argent.

Oui je sais, Charlie, t'en as rien à foutre du foot, c'est un peu comme si je te donnais l'agenda des meilleures corridas estivales. Mais tu dois m'accepter avec mes défauts: j'aime le foot. Et j'adore Ibrahimovic. Moi qui ai grandi au Stade Vélodrome, j'aime Ibrahimovic. Je suis même le deuxième plus grand fan d'Ibrahimovic. Le premier, c'est Ibrahimovic. C'est pas pour autant que j'espère, comme tout bon Marseillais, que Paris va perdre demain à Chelsea.

Alors, je sais pas s'il est logique qu'Ibrahimovic gagne 18 millions d'euros par an, c'est dur à quantifier. Bernard Tapie a quand même pris 45 millions d'euros au titre de préjudice moral dans l'affaire du Crédit lyonnais... (Il a dû en avoir, du chagrin, cela dit!)

Une chose est sûre, c'est que Ibra et tous ces mecs qui sont prétendument surpayés pour juste courir après un ballon, ce sont les seuls millionnaires que je vois transpirer. Mon père me disait toujours qu'il faut gagner sa vie à la sueur de son front. Bon, ils doivent vachement suer pour gagner autant, mais au moins je le vois, l'effort. Ces mecs courrent,



taclent, crachent leurs poumons pendant que je sirote mon demi. Je suis désolé, Charlie, mais Seydoux, Pinault, Arnault, je les ai jamais vus transpirer, ces types-là. (En revanche, je paierais cher pour les voir en short et en crampons.)

Et puis les Ibra, les Messi, les Ronaldo, leur talent est incontestable, ils font des trucs incroyables, et l'argent, là, au moins, je le vois, les stades sont pleins.

Le talent de monsieur Mestrallet, qui va partir de chez GDF Suez avec une retraite chapeau de 21 millions d'euros alors que sa société se voit appliquer un plan de rigueur de 4,5 milliards d'euros, ce talent-là, lui, il est moins évident à l'œil nu.

Alors, on va me dire que ces messieurs du CAC 40 ont fait des études, qu'ils sont des lettrés, comparés aux analphabètes de la Ligue 1. Mais vous voulez quoi? Que les footballeurs, après avoir couru quarante-cinq minutes, arrivent aux micros de Canal et puissent faire une analyse précise de leur première mi-temps? Qu'ils donnent leur avis sur la tactique de l'entraîneur adverse? Qu'ils aient une approche critique de la loi Macron? Et qu'en plus ils répondent en alexandrins?

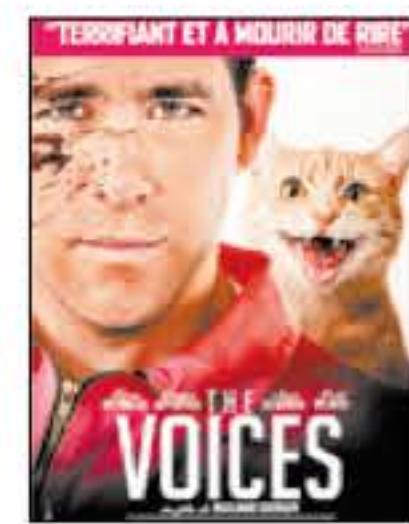
Moi, tous les samedis, je vais jouer au foot avec des potes. Je te jure, Charlie, j'ai un bac + 6, mais au bout de vingt minutes je m'exprime comme un enfant de CM2, dyslexique et... Ah! ça y est, le type d'à côté se casse. Il reste même pas pour mon spectacle. Désidément, ce connard est irrécupérable... Peace.

Mathieu



► CULTURE

► CINÉ

NORMAN BATES VOIT LA VIE EN ROSE*The Voices*, de Marjane Satrapi

Jusque-là, on prenait Ryan Reynolds (*Green Lantern*, ou encore *Captives*, d'Egoyan) pour un acteur sans charisme, au pire un gastéropode à la carrière de *quarterback*, au mieux la version Lexomil de Ben Affleck. Seule Marjane Satrapi y a vu autre chose, une pointe d'Anthony Perkins sans doute, au point de lui confier le rôle principal de son premier film hollywoodien, *The Voices*, et le résultat prouve qu'elle a eu raison. Reynolds incarne Jerry, un employé un peu gauche travaillant dans une petite entreprise de baignoires plantée à Milton, une bourgade américaine friendly et horripilante, une sorte de « pays dragée » (tout y est rose bonbon, et les souffres parfaitement niaises).

Très vite, on découvre que Jerry a un grain, il entend des voix, incarnées à l'image par ses deux animaux de compagnie, Monsieur Moustache, un chat cynique et désopilant qui se situe du côté obscur de la force, et Bosco, un chien tout rond et plutôt pacifiste. En fait, Jerry est bipolaire, et Fiona, la secrétaire d'origine britannique qu'il voudrait bien séduire, en fera violence les frais. Car, avec les pilules que lui prescrit sa psychothérapeute, la vie de Jerry perd de sa superbe et ne ressemble plus à celle que le début du film laisse présager, soit une version « anthropo-disneyenne » d'un trio étrange composé d'un barjo et de deux animaux parlants qui, ensemble, discutent philosophie, morale et pulsions criminelles. À cause du traitement censé le guérir, Jerry voit le monde tel qu'il est — un théâtre de sang et de viscères, un appartement miteux, une histoire familiale très hitchcockienne — et ce qu'il en fait, des copines hachées menu et réduites à des têtes verdâtres planquées dans le frigo. Jerry le serial killer se rêve en ouvrier Pee-wee, mais agit comme Norman Bates.

HARRISON FORD INDEMNE APRÈS LE CRASH DE SON AVION.**ÇA AURAIT VRAIMENT FAIT HAS BEEN!**

► DVD

FLINGUES LATINS*Pas de répit pour les salauds*

d'Enrique Urbizu

7 Boxes

de Juan Carlos Maneglia et Tana Schembori



Excellent initiative que cette nouvelle collection « Polars du monde », qui nous permet de revoir quelques perles « alter » du genre — *Election*, de Johnnie To, *Gomorra*, de Matteo Garrone, *La Zona*, de Rodrigo Pla, *La Cité des hommes*, de Paulo Morelli... —, mais surtout de découvrir deux inédits qui méritent toute l'attention. Si l'espagnol *Pas de répit pour les salauds*, d'Enrique Urbizu, affiche un solide classicisme de polar hard boiled, avec sa figure d'ex-flic d'élite fracassé par l'alcoolisme et une carrière partie en vrille et qui, après avoir tiré sur tout ce qui bouge dans un bar où il finissait

sa nuit éthylique, se lance sur les traces d'un témoin gênant, il n'en est pas moins joliment acrocheur. D'autant que l'intrigue, partagée entre la traque d'un « héros » dont on ne rêve pas de partager les soirées — ni les matinées — et l'enquête d'une magistrate raide comme une tringle, déroule son fil avec une sorte de nihilisme désabusé, en pleine harmonie avec son personnage principal.

Mais c'est bien l'étonnant *7 Boxes*, de Juan Carlos Maneglia et Tana Schembori, qui constitue le point fort de cette première fournée. Témoin d'une production paraguayenne dont on ne connaît, sous nos climats, pas grand-chose, il nous embarque dans le gigantesque dédale d'un marché couvert d'Asuncion, pour une course-poursuite effrénée... au cul d'une brouette : celle de Victor, un adolescent qui, pour cent dollars (une fortune !), accepte de livrer sept caisses dont il ignore le contenu, mais qui semblent intéresser beaucoup de monde. À la fois polar nerveux, tragi-comédie sociale parcourue de figures caricaturales et vaudeville ponctué de quiproquos, le film de Maneglia et Schembori parvient, tout en faisant preuve d'un sens du tempo implacable, à rendre compte des réalités d'un pays bouffé par les inégalités, la violence et la corruption. Carton plein.

Gérard Biard

• En DVD depuis le 18 février. Éditeur: TF1 Vidéo.



► L'ENVERS DU NET

L'ORIGINE DU MONDE À L'ENVERS

Chez Facebook, la liberté d'expression, c'est comme la vie privée : à géométrie (très) variable. Une vidéo de décapitation filmée au Mexique, si elle est accompagnée d'un commentaire qui la dénonce, c'est de l'information. (En 2013, il avait fallu un torrent de protestations internationales avant que le réseau social finisse par la supprimer.) Par contre, *L'Origine du monde*, le célèbrissime sexe féminin peint par Gustave Courbet, c'est un outrage aux bonnes mœurs (et aux conditions d'utilisation). Un instituteur parisien l'a appris à ses dépens en 2011 : son compte a été purement et simplement fermé.

Sauf que l'internaute en question n'a pas apprécié qu'un chef-d'œuvre du réalisme soit censuré parce qu'il pique les yeux de Mark Zuckerberg. Il a décidé de trainer Facebook en justice. D'après les fameuses conditions d'utilisation, il aurait dû le faire devant un tribunal californien. Sauf que, jeudi dernier, le tribunal de grande instance de Paris a jugé cette clause « abusive ». Rien ne dit que l'amateur de Courbet finira par avoir gain de cause, mais c'est déjà la deuxième fois que la justice française s'estime compétente. En 2012, la cour d'appel de Pau avait aussi trouvé que, le coup de la Californie, c'était un peu gonflé.

La question de ce qu'on peut montrer ou pas sur Internet, en fonction du degré de pudibonderie de quelques grosses boîtes de la Silicon Valley (chez Apple aussi, c'est assez maladif), n'est pas le seul enjeu de toute cette histoire. Les grands réseaux sociaux sont utilisés dans le monde entier. Leurs utilisateurs signent, généralement sans les avoir lues, des clauses longues comme le bras, à peu près incompréhensibles et souvent léonines. Compte tenu des données qu'ils y abandonnent, qu'ils puissent avoir la possibilité de se défendre serait quand même un minimum.

Judith Millon



PASSER D'INDIANA JONES À CHRISTOPHE DE MARGERIE,

► PAPIER BUVARD YANNICK HAENEL

AVANT LAMPEDUSA

C'est à Garbouli, sur une plage de Libye. Des hommes, des femmes, des enfants fuient leur pays en guerre, l'Érythrée, la Syrie, la Somalie, le Soudan. Ils rêvent d'une vie viable et veulent traverser la Méditerranée. Des trafiquants, en l'occurrence une milice libyenne, leur permettent un passage et les rackettent (650 euros, d'après un récent survivant malien); puis ils les parquent dans un camp pendant des semaines, avant de les jeter, sans eau, sans nourriture, sur une embarcation qui, le plus souvent, n'est qu'un pauvre canot pneumatique.

Il est évident qu'ils n'arriveront pas à destination : il y a plus de cent kilomètres jusqu'à Lampedusa, des vagues de huit mètres, le naufrage est inéluctable. Les migrants refusent de monter. Les trafiquants les obligent avec un revolver sur la tempe.

L'expression « regarder la mort en face » m'a toujours semblé vaine. Cet instant où, sur une plage de Libye, une famille de réfugiés grimpe sur un canot promis au naufrage relève de l'horreur sacrificielle : l'animal rituel est mené ainsi au poteau qui le condamne. La mise à mort n'est pas une énigme, elle rend visible ce point d'abjection où la victime est exposée à merci.

On dit souvent que Lampedusa est devenu le paradigme de l'infamie occidentale (ou plutôt on ne le dit pas assez) ; mais avant Lampedusa — avant même que les migrants, s'ils ne sont pas morts, ne deviennent des « sans-papiers », et comme tels se voient assimiler par la législation européenne à des criminels —, il y a cet instant sur une plage où la supplication les exclut.

Un homme, une femme, un enfant sont livrés au supplice d'être sacrifiés. Sans doute

n'existe-t-il pas d'instant plus terrible : il possède l'opacité d'une zone de non-droit. À partir de cet instant qui les expose à la mort, ils n'appartiennent plus à aucune communauté : ils sont tuables.

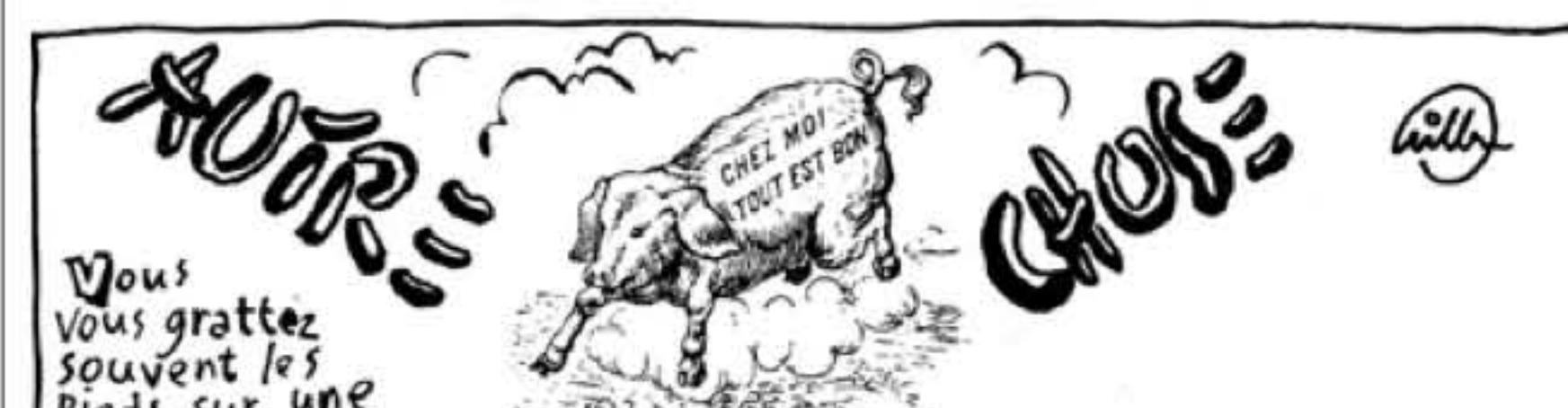
Le revolver sur la tempe du migrant dit à celui-ci qu'il est de trop : non seulement il n'a plus de place dans le monde, mais il en est devenu le déchet.

De quoi s'agit-il ? D'esclavage ? D'une forme nouvelle de traite ? Organiser une cargaison d'humains pour la couler en pleine mer, est-ce que ça a un nom ? Il paraît que l'Histoire ne peut pas se passer de manger des vies ; celles qui sont mises en proie sur la plage de Garbouli sont les otages d'un nouveau marché : l'acheminement *low cost* des réfugiés. Coincés entre les guerres civiles d'Afrique qu'ils fuient et l'aberration de normes européennes qui les mettent au ban, ils sont réduits à n'être plus qu'un produit que les mafias se disputent (les cargaisons de migrants leur rapportent des millions d'euros).

Le malheur ne doit pas déranger les affaires, ou alors devenir rentable à son tour. Ainsi, avant d'être considérés comme des « sans-papiers », c'est-à-dire comme des créatures politiques sans existence légale, les migrants sont-ils monnayés comme des marchandises dans la circulation commerciale planétaire.

Je ne cherche pas à m'accuser d'une émotion facile ; je me demande s'il est possible de penser ce qui arrive sur les plages mafieuses de Libye (mais aussi de Turquie). Une telle chose récuse les vieilles notions, elle déborde l'économie politique, laquelle ne parvient qu'à s'accommoder de la mort des autres. ■

LE MONDE CHANGE ET NOUS AVEC.



LE DOIGT, CE COMPLICE DE HOLLYWOOD

« Mexique : une femme de 33 ans a été arrêtée et menottée après s'être masturbée dans un cinéma pendant la projection de Cinquante nuances de Grey » (20 Minutes, 24 février 2015).

Amies cinéphiles, bonjour ! Marc Dorcel en avait rêvé, Universal Pictures l'a fait : l'événement cinématographique en ce début d'année est un porno pour femmes. On se masturbe, on se menotte, on jouit. Pour une cochonne prise en flagrant délit, combien de jouissances cachées ? Combien de titres de jus discrètement étalés sur les sièges ? Combien de points G découverts ? À Dallas, à Memphis, à Seattle, des images effrayantes de salles de cinéma remplies à ras bord montrent une proportion de quatre cinquièmes de femmes pour un cinquième d'hommes. Les rares mâles présents y ont été traînés par leur plan cul régulier dans le but évident d'émoûstiller une libido automnale, voire de remplacer le sex-toy une fois la séance terminée, encore que rien n'est moins sûr : une ligne de vibros, de plugs et de boules de geisha, tous estampillés 50 Shades of Grey, bénéficie pour la sortie du film d'un joli coup de fusée. On se demande comment George Lucas, l'inventeur du produit dérivé de masse, voit la chose. Que de chemin parcouru depuis les premières figurines de Luke Skywalker !

Étonnant : un mois après la Saint-Valentin et la première projection du film, le sujet ne s'est pas essoufflé. Après le lycée, dans le métro, les adolescentes en parlent encore en rougissant (le terme « BDSM » n'étant plus un mystère pour aucune) ; aux soirées de l'ambassadeur, les ménopausées font de même en se pâmant — j'ai traîné mes oreilles à tous les râteliers cette

semaine. Toutes ont un avis sur la chose, rarement positif, hypocrisie et bon goût obligent, la neutralité étant réservée aux irréductibles gourdes. L'impact du film dépasse le succès purement commercial : la quantité de cerveau disponible chez la gent féminine a subi une attaque massive avec occupation durable.

Comment ne pas s'émerveiller quand une nouvelle brouette de clichés, plus ou moins astucieusement montés en épingle, s'incruste dans toutes les conversations au point de souligner par son omniprésence notre terrible vacuité ! Comme avec Houellebecq, en somme, l'autre même très contagieux de cet hiver morbide, mais plus intime : à moins d'être critique littéraire, je doute qu'on se masturbe en lisant *Soumission*, malgré la coloration joliment SM du titre.

À quel moment du film se touche-t-on le plus ? Est-ce quand le beau Christian se met au piano pour égrainer quelques notes à la Richard Clayderman devant une vue à couper le souffle sur la ville encore endormie ? Ou quand on le découvre élégant et attentionné, malgré les jets de vomit dont l'asperge la niaise Anastasia après une soirée trop arrosée ? Ou quand on apprend que Christian n'est pas gay — c'est souligné à trois reprises, pour enlever toute ambiguïté et risque de cul-de-sac sentimental ? Non, amies cinéphiles, vous le savez comme moi, le moment où vos doigts s'égarent est celui où l'héroïne, jeune fille banale, savamment enlaide par une queue-de-cheval ringarde et un affreux chemisier à fleurs sorti d'un surplus H&M, accroche l'œil ténébreux du millionnaire : ce moment magique où vous sentez, au plus profond de la bluette, que, étant au moins aussi ordinaire, vous pourriez être à sa place... Le film ne fait que commencer. ■

CHARLIE
SHOPPING
IEGOR GRAN



de Jumi Yoon
Malade, se sachant condamné, Peter Pontiac (1951-2015) commençait à faire un livre BD sur la mort. Il n'a pas eu le temps de finir l'histoire. Salut, Peter.

► LES PUICES
LUCE LAPIN

**« FERMARE GREEN HILL » :
Ils l'ont fait ! (2)**



Un élevage de plus de 2 500 chiens qui fournissaient des laboratoires d'expérimentation animale dans toute l'Europe a été fermé par décision de justice pour maltraitance. Suite et fin de l'entretien avec Michèle Scharapan, une brillante pianiste concertiste qui milite pour une science éthique et responsable.

Un procès a eu lieu. Quel en a été le déclencheur ?

Le 28 avril 2012, plus de mille personnes ont marché dans les champs vers l'élevage et découpé le grillage le protégeant. Des militants sont entrés dans le camp, sans en être empêchés par les policiers. De là, ils ont pénétré à l'intérieur et ont sorti des chiens. Après cette libération, qui a touché le monde entier, une manifestation internationale s'est organisée le 8 mai devant les ambassades italiennes et les consulats pour demander la fermeture de Green Hill et l'abolition de la vivisection. Des employés et des ex-employés ont contacté le collectif et ont donné des informations prouvant qu'il y avait des pratiques illégales dans cet élevage. Une enquête a eu lieu, le camp a été mis sous séquestre. En août, sous la responsabilité de la LAV, Ligue antivivisection italienne, et de Vita da Cani, les 2 500 chiens ont été confiés à des associations et à des particuliers.

Quelles furent les condamnations, et pour quelle maltraitance ?

Les chiens ne sortaient pas de leurs cages, ils ne voyaient jamais la lumière du jour. La chaleur y était insupportable. Ils n'avaient aucune stimulation. Certains pataugeaient dans leurs excréments et leur sang. Les chiots étaient enlevés à leur mère trop vite, parfois privés d'eau et de nourriture. Le procès a commencé en juin 2014 et s'est terminé fin janvier. Le directeur, Roberto Bravi, a écopé de la peine la plus forte : un an de prison ferme. Ghislaine Rondot, cogérante de Green Hill, et le vétérinaire Renzo Graziosi ont été condamnés à un an et six mois de prison avec sursis, ainsi que l'interdiction pour tous les trois d'élever des chiens dans les deux prochaines années.

Il existe un élevage de chiens destinés aux labos à Mézilles, dans l'Yonne. Il n'y est pas question de maltraitance, mais son existence même est contestable sur le plan de l'éthique... Un espoir ?

En ce qui concerne la cause animale, il est très difficile en France d'avoir de l'espoir... Mézilles est une affaire familiale qui se transmet de père en fils. Le directeur de l'élevage est un notable. Son commerce rapporte de l'argent à la région. Tout semble légal, si ce n'est que vendre des animaux à des labos dans lesquels ils seront torturés est sur le plan moral illégal. Il y a bien sûr une mobilisation contre cet élevage, mais il faudrait qu'elle soit plus importante et plus fréquente. ■

► **Concert.** Mardi 30 juin à Paris (9^e), Michèle Scharapan (michele-scharapan.com) et trois musiciens donneront un concert de musique de chambre — Brahms, Mendelssohn et Schubert — en faveur de l'association L214 (l214.com). Salle du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, 2 bis rue du Conservatoire.

► **Adoptions :** 06 16 58 99 07. Il y a quelques mois, un élevage véreux a été évacué. Parmi les rescapés, une petite chienne a été recueillie par une protectrice. Surprise — façon de parler, car venant d'un élevage —, Agathe attendait... cinq heureux événements. Il reste JACK et JASPER, 4 mois, bichons maltais, à adopter (photo sur luce-lapin-et-copains.com). Ils sont vaccinés, pucés, élevés avec leur mère, donc très équilibrés, adoptables ensemble — le rêve! — ou séparément. Une participation aux frais est demandée. Réfléchissez bien avant de vous décider, vous en « prenez » pour au moins quinze ans, un être vivant ne s'abandonne pas!



**ABONNEZ-VOUS À
CHARLIE HEBDO**

PLEIN TARIF			TARIF RÉDUIT*			
France	DOM et Europe	TOM et reste monde	France	DOM et Europe	TOM et reste monde	
6 mois	55 €	65 €	77 €	45 €	55 €	67 €
1 an	96 €	116 €	140 €	76 €	96 €	120 €
2 ans	185 €	225 €	273	146 €	186 €	234 €

* Réservez aux étudiants, chômeurs, bénéficiaires du RSA, non imposables, retraités et personnes invalides. Sur présentation d'un justificatif (une photocopie suffit).

À retourner avec votre chèque à l'ordre des Éditions Rotative à
JE SUIS CHARLIE - B15000 - 60643 CHANTILLY Cedex
en indiquant sur papier libre vos noms, prénoms, et adresse d'expédition

CONTACTS ABONNEMENTS

- charlie.abo@everial.com - tél. 03 44 62 52 94
- angélique.abo@charliehebdo.fr - tél. 01 42 76 19 60

Droits réservés jusqu'au 30/06/2015

Cher(e)s abonné(e)s

Nous vous présentons nos plus sincères excuses pour les délais de livraison de vos derniers numéros. Nous avons été quelque peu dépassés par les événements et par les nombreuses demandes d'abonnement, dont la saisie a pris beaucoup de retard. Nous faisons notre maximum pour que tout rentre dans l'ordre et que vos prochains numéros arrivent dans votre boîte aux lettres le mercredi. Merci pour votre patience et votre compréhension. Merci, surtout, de votre soutien, qui nous est indispensable pour continuer.

Angélique

COPINAGE

**► « Charlie Hebdo »
à Quimperlé**

La salle d'exposition de la médiathèque de Quimperlé porte désormais le nom Salle Charlie Hebdo, au rez-de-chaussée une expo Charlie Hebdo : « Les couvertures auxquelles vous avez échappé ».



Du 28 février au 28 mars 2015, entrée libre.

Dans le cadre de l'hommage rendu à Charlie Hebdo, la ville de Quimperlé propose une séance-débat le 18 mars à 20 heures au cinéma La Bobine et un café bulles spécial liberté de la presse samedi 28 mars de 10 h 30 à midi à la médiathèque. festivallespasseursdelumière.fr

CHARLIE HEBDO SARL de presse éditions Rotative RCS Paris B 388 541 336
CHARLIE HEBDO, 10, rue Nicolas-Appert, 75011 Paris. **Fondateur** Cavanna. **Directeur de la publication** Riss. **Rédacteur en chef** Gérard Biard. **Directeur artistique** Luz. **Comptabilité/finances** Éric Porteault. **Gestion abonnements** Angélique (01 42 76 19 60). **Ventes en kiosques** Véronique (01 42 76 19 60). **Dessinateurs** 01 76 21 52 97. **Enquêtes** Laurent Léger. **Reporter** Zineb El Rhazoui. **Science/écologie** Antonio Fischetti. **Secrétariat de rédaction** Luce Lapin lucelapin@charliehebdo.fr. **Correction** Frédéric Grasser. **Jean-Pascal Hanss**, Luce Lapin. **Rédacteur en chef technique** JL Wallet. **Maquette** Martine Rousseau. **Webmaster** Simon Fieschi. **Relations presse/courrier des lecteurs** redaction@charliehebdo.fr. **Commission paritaire** n° 0417C82683. **ISSN** 1240-0048. **Imprimé en France par un groupement d'imprimeurs.** **L'INDEPENDANCE**. Les manuscrits et dessins ne seront pas renvoyés.

Abonnez-vous à

Libération

et profitez de libé
sur tous les supports
papiers et numériques



► PSYCHANALYSE



LES NOUVELLES MALADIES INFANTILES

Vous noterez qu'on ne dit plus « cet enfant a tel ou tel trouble » : on dit maintenant « un enfant-TOP », donc un-enfant-trouble-d'opposition-avec-provocation, « un enfant-TDAH », donc un enfant-trouble-du-déficit-de-l'attention... Voilà, nous sommes attaqués par des hordes d'enfants-troubles. Troubles à l'ordre public, ou troubles comme « pas nets ». Et c'est bien ce que pense la Haute Autorité de santé (HAS) lorsqu'elle reprend ce sigle à son compte sans le critiquer. Une HAS qui vient de rendre ses recommandations pour le traitement de ces enfants qu'on qualifiait naguère d'agités, tout simplement. Quand un enfant perturbe le système, scolaire ou familial, et s'il résiste aux « mesures psychologiques, éducatives et sociales » (je cite), la HAS lui parle en novlangue et lui recommande un traitement par méthylphénidate (un dérivé amphétamique). La HAS ne sait peut-être pas que le Dr Léon Eisenberg, l'inventeur du sigle TDAH, a déclaré au magazine *Der Spiegel*, quelques mois avant sa mort : « Le TDAH est l'exemple même d'une maladie fabriquée. » Fabriquée pour que les labos puissent vendre le méthylphénidate (dont ils ne savaient pas trop quoi faire) sous le doux nom de Ritaline (parce que la

Après les enfants TOP¹ et les enfants HP², voici donc les enfants TDAH. Un vilain sigle pour une pseudo-maladie : trouble du déficit de l'attention avec hyperactivité. Soit un bambin qui ne fait pas assez attention à ses cahiers et qui bouge un peu trop en classe et à la maison.

femme du chimiste se prénomma Rita). Et la HAS ne sait pas qu'aux États-Unis, après une ferveur pro-Ritaline qui a duré trente ans, on commence à moins la prescrire, en raison des risques cardio-vasculaires et des répercussions sur la croissance. La HAS ne sait pas non plus que, depuis peu, ce produit déjà classé au tableau des stupéfiants fait l'objet d'une surveillance renforcée par l'Agence nationale de sécurité du médicament.

ARRACHEZ LES BOURGEONS

Jordan Smoller, professeur d'épidémiologie à la Harvard School of Public Health, prend le problème avec humour dans un article titré « Etiologie et traitement de l'enfance » : « L'enfance est une maladie dont les signes sont principalement un manisme, une immaturité et une lâcheté émotionnelle... » Après une liste de signes pathologiques drolatique et infinie, Jordan Smoller achève son

article sur le même ton : « De toute évidence, il faudra encore beaucoup de recherches avant de pouvoir donner un espoir réel aux millions de victimes de cette insidieuse maladie. »

Arrachez les bourgeons, tirez sur les enfants (Kenzaburo Oé) : mettez les enfants perturbateurs sous médicament, détectez les délinquants au berceau, expulsez les enfants qui n'ont pas de papiers³. Et puis, pendant que vous y êtes, fermez les consultations de proximité où travaillent les psychanalystes qui essayent encore de prendre le temps d'écouter parents et enfants, de comprendre les raisons des symptômes, de les entendre autant sur la part insurrectionnelle que sur la part de soumission qui composent leurs symptômes.

Heureusement que les enfants s'agitent et qu'ils viennent troubler l'attention des « grands », des politiques et des psychanalystes, heureusement qu'ils font parfois plus que nous attention aux rêves, aux animaux sauvages et aux étoiles

(comme dit Marie Darrieussecq — *Charlie Hebdo* du 25 février).

Un jour, un enfant m'a expliqué que son problème n'était pas de manquer d'attention, mais plutôt d'en avoir trop, de faire trop attention à tout en même temps. Et ensemble nous avons joué à détourner le sigle TDA en Trouble Débordant d'Attention. Faire attention à toutes les petites choses apparemment insignifiantes : c'est exactement ce que Freud recommandait aux psychanalystes. Suspendre son jugement sur la valeur des propos tenus par le patient, pour avoir accès à ce qui ne s'énonce pas ou ne s'entend pas d'habitude, pour saisir ces petits détails qui font les gros symptômes. Faire attention à toutes les petites choses : les enfants pré-tendument TDAH sont en fait très freudiens. Je ne sais pas pourquoi, mais je préfère les recommandations de Freud aux recommandations de la HAS. Peut-être parce que FREUD n'est pas un acronyme, c'est un nom.

Yann Diener

1. Trouble oppositionnel avec provocation.

2. Hautement perturbateurs.

3. Angélique Del Rey et Miguel Benasayag, *La Chasse aux enfants, l'effet miroir de l'expulsion des sans-papiers*, La Découverte, 2008.



CHARLIE HEBDO LES COUVERTURES AUXQUELLES VOUS AVEZ ÉCHAPPÉ

LES BEAUX JOURS REVIENTENT



DÉPARTEMENTALES
LES FRANÇAIS OPPOSÉS À LA SUPPRESSION DE LA FESSÉE



DÉPARTEMENTALES
A' VOS EXTINCTEURS DE FUMÉE!



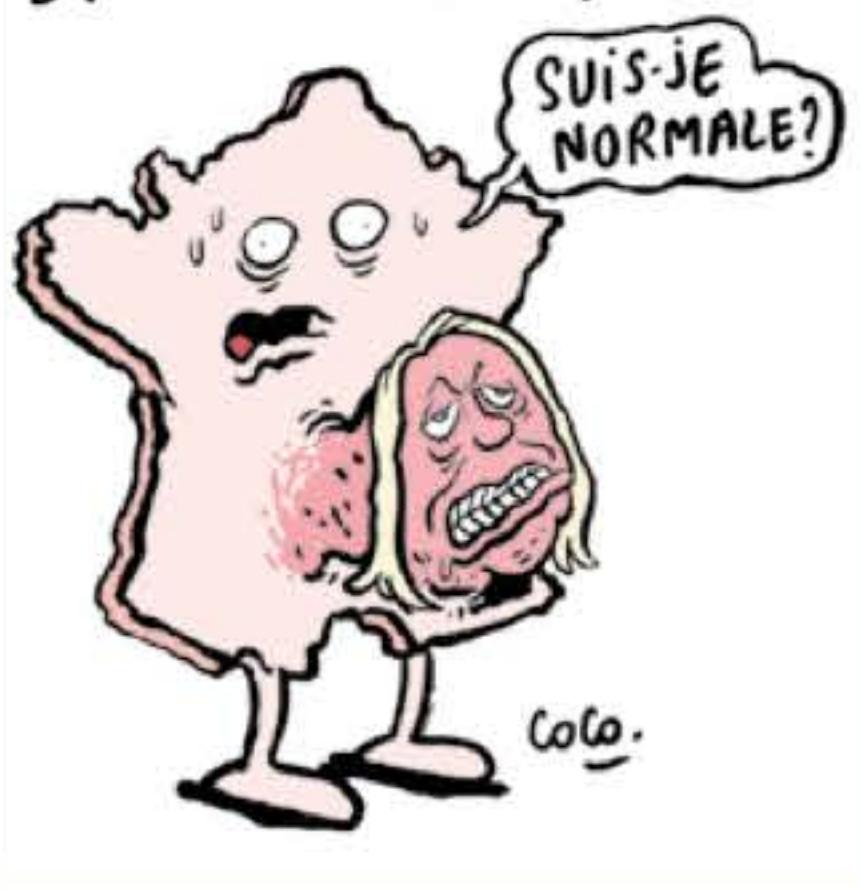
JOURNÉE INTERNATIONALE DU BALAI DANS LE CUL



Malgré l'arrêt de fessenheim, l'Alsace est éclairée.
au moins on n'évacuera pas dans le noir.



DYSMORPHOPHOBIE



Les zadistes ont quitté Sivens alors Pourquoi ce coup de blues?



DAECH MENACE LA FRANCE



RELIGION

Les parents de sainte Thérèse de Lisieux bientôt canonisés par le pape. Ils avaient réussi à dissuader leur fille de partir faire le djihad en Syrie.

DÉMOCRATIE

Hollande en visite à Cuba. Il veut savoir comment on fait pour avoir 100% d'opinions favorables pendant cinquante ans.

MANCHES COURTES

Comment la Sierra Leone a-t-elle endigué l'épidémie d'Ebola? En coupant les mains, comme pendant la guerre.

DROITS DE L'HOMME

Pourquoi le budget militaire en Chine a-t-il augmenté de 10%? Parce que le prix des poteaux d'exécution a augmenté de 10%.

KULTUR

La plus jeune candidate du FN aux départementales a 18 ans. Elle pense que les chambres à gaz sont une épreuve de «Koh-Lanta» et que Hitler est un animateur de Fun Radio.

PÔLE EMPLOI

La grippe a fait 8 500 morts en France. Un espoir pour inverser la courbe du chômage.

GUIDE MICHELIN

Chaque Français mange 5 kg de pizza par an. Le pays des 365 fromages va devenir le pays des 4 fromages.

SOLDES

Areva aux abois. Pour un EPR acheté, le deuxième offert.

LA TERRE NE MENT PAS

41 % d'intentions de vote pour le FN en zone rurale. Les paysans ont peur qu'on remplace la ferme des 1 000 vaches par la mosquée des 1 000 fidèles.

ENFANCE MALTRAITÉE

En principe, la vérité sort de la bouche des enfants. S'il n'a plus de bouche, appelez la police.

SUSCEPTIBILITÉ

Le vice-président du FN, Louis Aliot, est contre le terme «islamo-fascisme». Il trouve que c'est offensant pour le fascisme.

POLITIQUE DE LA VILLE

Le gouvernement lance un nouveau plan pour la banlieue afin de lutter contre l'«apartheid». Les livreurs de pizzas qui refuseront de se rendre dans les quartiers défavorisés seront verbalisés.

AUSTÉRITÉ

Pour faire face à la crise, Poutine a accepté de réduire son salaire. En revanche, son budget munitions pour abattre les opposants est maintenu.

SIVENS

Le conseil général du Tarn valide la construction d'un barrage «réduit». Europe Écologie-Les Verts proteste : «D'accord pour un barrage, à condition qu'il soit construit par des castors.»

LA RUMEUR INTERNET DE LA SEMAINE

Sarkozy veut changer le nom de l'UMP, mais ne veut pas que ce soit un sigle. Il avait pensé à «Votez Bismuth», mais son avocat le lui a déconseillé.